Journal 16 - 23 mars 2022.qxp_HO 3/16/22 6:25 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LII, No. 11 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820; •* ***Montréal*** *(514) 321-6434; •* ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10* ***16 - 23 mars 2022***

LES GANGS ARMÉS ENCORE PLUS PUISSANTS SOUS ARIEL HENRY

Les criminels dépassent l'État en moyens technologiques

Des caméras installées et des drones sillonnent le ciel...

Par Léo Joseph

La pègre prend définitivement le contrôle de la capitale, en raison de leurs capacités à détrôner les forces de l'ordre par rapport à l'insécurité qu'ils sont à même d'installer, surtout parce qu'ils sont en mesure de damer le pion aux deux forces habilités par la Constitution à porter les armes. Ce qu'on attribuait à une rumeur infondée semble se concrétiser. Les chefs des malfrats se seraient donnés les moyens d'installer des caméras, à des points stratégiques du centre-ville, à Port-au-Prince, alors qu'ils déploient des drones, dans le ciel de la première ville d'Haïti, leur permettant de contrôler à distance les activités avant de lancer leurs opérations criminelles.

Il y a déjà quelques semaines, des rumeurs persistantes faisant le tour de la capitale haïtienne parlaient des velléités des criminels armés de resserrer davantage leur prise sur le pays, de rendre leurs forces encore plus performantes face à la Police nationale. Aussi faisait-on savoir qu'il mijotait l'idée de faire l'acquisition de drones pour aider à mener leurs attaques, avant et pendant les opérations. Des sources spécialisées dans l'observation de l'évolution des gangs armés, surtout à la capitale, ont affirmé que ces derniers ont fait monter les enchères d'un cran par rapport à leurs rivalités avec les forces régulièrement établies.

Si, il y a à peine quatre semaines, on parlait de drones déployés dans le ciel de Village de Dieu, aujourd'hui, des sources fiables laissent croire que, non seulement ces engins sont en possession des bandits, ces derniers auraient, selon ces mêmes

Suite en page 2

À Gran Ravin, le chef de gang Ti-Lapli et Prophèt Berger,

PAR CENTAINES LES RÉFUGIÉS HAÏTIENS FUIENT LEUR PAYS

En une semaine, plus de 800 arrivés en Floride

Par Léo Joseph

Au train où vont les embarcations clandestines, surtout à destination des côtes floridiennes, on peut dire que les Haïtiens vident leur pays. Contrairement aux premiers réfugiés, qui s'entassaient dans de frêles esquifs, ces derniers jours, ils s'embarquent dans des bateaux de grandes tailles, qui réussissent, plus que dans le passé, à atteindre les plages floridiennes sans être interceptés par la Garde côtière américaine, ou même avant, dans les eaux bahamiennes.

Le dernier débarquement en date de réfugiés haïtiens à toucher la Floride remonte au lundi 14 mars lorsque les autorités ont été alertées de l'arrivée d'un bateau à bord duquel se trouvait une « *multitude* » de personnes. Le transporteur avait touché terre à Cudjoe Key, dans le comté de Monroe, en Floride, à une vingtaine de milles de Key West.

Les autorités ont précisé qu'il y avait au moins 150 personnes à bord du vaisseau, sans donner de précision quant au lieu de l'embarquement des passagers. Il a été donné d'apprendre que cette zone serait devenue un point de débarquement privilégié pour les réfugiés haïtiens, car au moins deux autres bateaux, remplis de ressortissants haïtiens, y avaient précédemment débarqué son colis humain, dans l'espace d'une semaine.

Des centaines de passagers

Contrairement aux arrivages de

Suite en page 5

ARIEL HENRY À LA PRIMATURE : LE CONGRÈS U.S. AUX ANTIPODES DE JOE BIDEN

Le projet de Loi Omnibus sur les dépenses met en évidence le clivage

Le décaissement de l'aide étrangère proposée pour Haïti, seulement à un gouvernement légitime...

Par Léo Joseph

Si Joe Biden et son équipe gouvernementale s'accrochent désespérément à l'idée de cautionner Ariel Henry comme Premier ministre de facto, ce choix politique ne fait pas l'unanimité au sein des principaux partis politiques, démocrate ou républicain. C'est l'expression traduite dans le Projet de loi « *Omnibus* » sur les dépenses, qui vient d'être adopté par le Sénat par un vote de 68 pour et 31 contre, entérinant ainsi le verdict de la Chambre Basse qui l'avait adopté auparavant. C'est vendredi soir (10 mars) que le budget des dépenses publiques, de l'ordre USD 1, 5 trillions $, dont USD 14 milliards destinés à l'Ukraine a été adopté. Conscients des besoins cruciaux du peuple haïtien, l'écrasante majorité des sénateurs, tel qu'indiqué par le vote mentionné ci-dessus, a inclus Haïti dans le paquet, tout en posant des conditions : l'aide

Ariel Henry, se voit tenir la dragée haute par les parlementaires americains.

Suite en page 3

HAPPENINGS!

After a long silence, Jean-Bertrand Aristide has spoken, opening Pandora's Box!

Aristide is back, maybe not totally!

ArielHenry is back with his Electoral council Project..

By Raymond A. Joseph

Of major events dominating the news cycle in Haiti and in Haitian circles abroad, that of a major U.S.-registered ship, with helicopters on board, off the southwestern coast of Haiti, has been eclipsed by the speech of "Dr. Jean-Bertrand Aristide" last

Continued on page 7

Journal 16 - 23 mars 2022.qxp_HO 3/16/22 6:25 AM Page 2

LES GANGS ARMÉS ENCORE PLUS PUISSANTS SOUS ARIEL HENRY

Les criminels dépassent l'État en moyens technologiques

Des caméras installées et des drones sillonnent le ciel...

Suite de la page 1

sources, fait installer des caméras dans certains quartiers de Port-au-Prince.

En effet, ces sources, qui prétendent avoir leurs entrées et sorties auprès des gangs armés, font croire que des caméras sont déjà mises en place, dans l'aire du Champ de Mars, sans vouloir préciser les points exacts où seraient placés ces engins. Ces hommes, qui ne peuvent affirmer avoir vu ces appareils, se croient autorisés à affirmer leurs mises en place, faisant croire que leurs acquisitions ont été faites par le truchement de tierces personnes, qui les ont importés de l'étranger.

Village de Dieu, quartier soi-disant sous surveillance par des drones.

Si ces appareils ont été réellement installés dans les quartiers du Champ de Mars, cela signifie que les installations gouvernementales logées dans ces zones, y compris le Palais national, seraient à la merci des gangs. Dans ce cas, ces derniers seraient en mesure de mener leurs attaques de manière plus efficace et réussiraient à éluder toute riposte éventuelle des forces de l'ordre.

Une vue de Gran Ravin, autre ciel de lancement possible de drones.

Cela amène à poser la question de savoir comment la Police nationale ait pu permettre aux malfrats d'avoir accès à ces armes de guerre, qui sont à la pointe de la technologie moderne, dans ce domaine, sans qu'elle soit à même d'en doter ses forces. Car les drones ne sont pas hors de portée de la Police nationale, en terme de coût ou d'accessibilité. Alors qu'ils pourraient constituer des atouts formidables au service de policiers entraînés pour les utiliser.

Les informateurs en question n'ont pas révélé lequel des gangs armés serait en possession de tels moyens d'agression sur la population, voire même sur la Police, n'ayant pas voulu confirmer — ni réfuter la thèse — que les bandits de Village de Dieu seraient les détenteurs de ces armes. On peut parier que si un groupe de criminels parvient à mettre la main sur ces armes, rien n'empêche qu'ils arrivent tous à en faire l'acquisition. Car ils ne lésineront guère sur les moyens de les acquérir s'ils sont convaincus que les drones et les caméras leur feront avoir un gros avantage sur les forces étatiques

La Police nationale a du pain sur la planche

Si de rumeur de drone en possession des bandits de Village de Dieu cela change en caméras, également en possession de ces derniers, il faut se garder de banaliser de tels faits. La Police nationale devrait conclure qu'elle a du pain sur la planche. Il lui incombe donc la nécessité d'ouvrir une enquête immédiate, en vue de savoir exactement de quoi il s'agit.

Il y a encore mieux. Si les bandits possèdent déjà de telles armes, les autorités du pays ont la responsabilité de mettre les forces de l'ordre en mesure de bien s'informer de la situation et de prendre, sans tarder, des dispositions, pour dominer les criminels et de leur fournir les moyens de protéger la population.

Il est évident que les autorités du pays sont les seules responsables de l'état d'infériorité de la Police, face aux gangs armés, voyant, sans prendre des décisions appropriées, les malfrats surpasser les policiers en termes d'armements supérieurs, en sus de les mieux pourvoir également en munitions.

Cela fait longtemps que des voix s'élèvent demandant aux autorités de mettre la Police en mesure, en armes et munitions, pour qu'elle mettre les bandits au pas. Ces cris d'alarme n'ont jamais retenu l'attention des décideurs du pays, alors que les gangs armés n'arrêtent pas d'afficher leur supériorité en armes et munitions, face aux agents de la PNH.

De toute évidence, l'acquisition de drones et de cameras par les gangs armés, une prérogative réservée aux forces de l'ordre, légalement détentrices du monopole de la violence, dans l'accomplissement de leur mission régalienne, constitue un étape dangereuse pour le pays.

Chèf gang Lanmo Sanjou de 400 Mawozo, à Croix des Bouquets.

La complaisance des dirigeants, voire leur complicité avec les gangs armés ayant permis à ceux-ci de se substituer aux forces régulières, en matière de puissance de feu, a créé la présente situation. Faute par les autorités de prendre, dans l'immédiat, les mesures qui s'imposent, le pays ne peut que s'attendre au pire. Cela signifie l'ultime décision des bandits de se lancer à l'assaut du pouvoir.

Il est curieux de constater que des millionnaires sont créés presque à la semaine, dans le monde des hommes au pouvoir, en particulier, et des PHTKistes en générale; les fonds manquent pour faire rouler sans heurts la machine administrative; quasiment toutes les institutions de l'État ne peuvent pas joindre les deux bouts; des centaines de milliers d'employés de l'État attendent depuis des années des arriérés de salaire que leur doit l'État haïtien. Pourtant, sous Michel Martelly, d'abord, Jovenel Moïse, ensuite, et maintenant Ariel Henry, la Police nationale est privée d'armes appropriées, de munitions suffisantes, et des équipements adéquats, les policiers n'arrivant pas à toucher leurs salaires sur une base régulière. Pendant ce temps, les hauts fonctionnaires de l'État, notamment les ministres, les parlementaires, ainsi que les directeurs généraux, etc. bénéficient de juteux bénéfices, sur le dos du pauvre peuple haïtien, lui-même privé des services de base, ou de la sécurité que devrait assurer la Police.

À ce tournant de la situation sécuritaire où les bandits armés sont définitivement supérieurs en armes, munitions et argent aux forces de l'ordre, il faut appeler un chat un chat : on y est arrivé en raison de détournements des ressources de l'État et la corruption omniprésents, à tous les niveaux de l'administration publique.

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Journal 16 - 23 mars 2022.qxp_HO 3/16/22 6:25 AM Page 3

ARIEL HENRY À LA PRIMATURE : LE CONGRÈS U.S. AUX ANTIPODES DE JOE BIDEN

Le projet de Loi Omnibus sur les dépenses met en évidence le clivage

Le décaissement de l'aide étrangère proposée pour Haïti, seulement à un gouvernement légitime...

Suite de la page 1

ne sera décaissable qu'à un gouvernement légitimement élu. À défaut, à une équipe gouvernementale intérimaire issu d'un consensus très large.

Comme on dit en créole, «*Gras a diri, ti wòch goute grès*» (Grâce à son intrusion dans le riz, le caillou fait l'expérience de la graisse). Incluant l'Ukraine, dans le partage du Budget national des États-Unis, sous la rubrique humanitaire, les parlementaires américains ont ajouté Haïti comme bénéficiaire d'une somme non explicitée. Alors que USD 13,6 milliards sont destinés au peuple ukrainien, sous le double titre militaire et humanitaire.

Les cadets à l'Académie militaire remise en service par Jovenel Moïse, n'ont pas une caarrière fiable.

Ayant hérité de la mesquinerie affichée aux régimes PHTKistes par la communauté internationale, surtout par les Américains, à l'égard de Jovenel Moïse, et à Martelly, avant lui, le Premier ministre de facto se trouve dans un vrai pétrin financier, incapable de pratiquer pleinement la politique de détournement de fonds publiques instituée par Michel Martelly et appliquée plus intensément par le président de facto défunt. Aussi Ariel Henri commençait-il à se frotter les mains de contentement à l'idée d'un nouveau programme d'aide étrangère pour Haïti voté par les parlementaires américains. Mais une satisfaction de courte durée, les mêmes députés ayant ajouté une clause restrictive au décaissement de ces fonds aux actuelles autorités haïtiennes. À cet égard, le Dr Henry ne sortira pas de sitôt du corset économique et financier dans lequel il se retrouve depuis son arrivée à la primature.

Il y a fort à parier que les lobbies du Premier ministre de facto lui auraient mis la puce à l'oreille, par rapport à ce vote du Congrès américain, sans doute faisant naître chez lui l'espoir d'un lendemain meilleur pour ses ambitions d'enrichissement illicite et celles de ses alliés politiques. Suite à l'éclatement de scandales financiers et des dénonciations de corruption orchestrée par Martelly et Moïse, quand bien même la communauté internationale supporterait politiquement et diplomatiquement les dirigeants PHTKistes, les législateurs américains n'appuient pas financièrement leurs dérives dans la gestion des affaires publiques. Dans de telles conditions, il faut s'attendre à l'augmentation du nombre de voyages à l'étranger du Dr Henry. Histoire de grossir ses allocations en per diem. Personnellement, il a, d'ailleurs, commencé cette pratique, à l'occasion de sa participation à une réunion du CARICOM, la semaine dernière, suivie, en fin de semaine, d'un voyage à Santiago, Chili, pour assister à l'investiture du nouveau président de ce pays, Gabriel Boric.

Deux conditions de décaissement de l'aide

Les parlementaires américains ont inséré, dans la Loi Omnibus sur les dépenses, deux conditions pour que puissent s'effectuer les décaissements en faveur d'Haïti : À un gouvernement élu ou à un gouvernement intérimaire largement représentatif. En clair, vu les termes de paiements explicités dans la Loi, l'administration dirigée par Ariel Henry n'a aucune chance d'en bénéficier.

Tout compte fait, le Premier ministre de facto fait face à des empêchements, le premier s'exprimant ainsi : les fonds alloués à Haïti ne peuvent être décaissés au profit du pays seulement et si seulement le secrétaire d'État américain « *certifie et rapporte aux commissions concernées du Congrès qu'un nouveau président et un nouveau Parlement sont entrés en fonction, issus d'élections libres et équitables* ».

La seconde restriction à la libération de l'aide, encore imposée par les membres du Sénat, prévoit la mise en place d'un gouvernement intérimaire présentant des contours différents de ce que présente le régime dirigé par Ariel Henry.

Faute par Haïti de répondre à la première exigence, en vue du décaissement de l'aide, la certification du secrétaire d'État américain, tel que stipulé dans la Loi Omnibus, doit confirmer que : «*Haïti est doté d'un gouvernement intérimaire largement représentatif de la société haïtienne et qu'il va dans le sens des intérêts nationaux des États-Unis de fournir cette aide* ».

L'utilisation des fonds sujet à des conditions strictes

Connaissant la réputation des fonctionnaires kleptomanes, que sont les dirigeants haïtiens, les sénateurs américains posent des conditions strictes pour l'utilisation des fonds alloués sous forme d'aide à Haïti. Aussi identifient-ils, au préalable, les secteurs dans lesquels sera investie l'aide américaine.

En dépit des mises en garde stipulées ci-dessus, des décaissements peuvent être effectués dans les conditions suivantes : financement d'élections libres et sincères; des programmes de police antigang et d'administration de la Justice. À cet égard, une attention particulière est accordée à la réduction de la détention provisoire prolongée, en sus d'éliminer les conditions de détention inhumaine, monnaie courante dans le système pénitencier haïtien.

Les décaissements peuvent être d'autres natures, telles que santé publique, sécurité alimentaire, l'assainissement de l'eau et sa disponibilité, l'éducation, ainsi que d'autres programmes visant à répondre aux besoins humanitaires fondamentaux de la population. Y compris des programmes liés au secours, en cas de catastrophes naturelles.

Les décaissements aussi assortis d'interdiction

Les sénateurs américains ont pris toutes les dispositions pour éviter le détournement de ces fonds. Aussi ont-ils ajouté d'autres gardes fous pour contrer les dérives auxquelles sont habitués les dirigeants haïtiens. Ils s'assurent que, du côté des États-Unis, les différentes institutions concernées dans les transactions liées à l'aide possèdent les outils nécessaires pour prévenir les malversations qui pourraient surgir au niveau d'Haïti.

Il est formellement interdit que ces fonds soient utilisés sous forme d'assistance aux Forces armées, récemment démobilisées par Jovenel Moïse, qui semblent pourtant rester moribondes de manière permanente. Autant dire, elles sont présentement privées de voies et moyens pour remplir le rôle pour lequel elles ont été réactivées.

Mal payés et sous-équipés, les policiers haïtiens sont traités en parents pauvres comparés aux gangs armés au service du gouvernement.

Pourtant les restrictions imposées contre l'Armée d'Haïti, dans le cadre des décaissements des fonds alloués à Haïti, font exception de la Marine haïtienne. Car il est prévu, dans la Loi Omnibus, que le gouvernement haïtien, estimé « *légitime* », selon les prescrits de cette législation, peut utiliser l'aide en question à l'achat d'armes et de services pout la Garde côtière.

De toute évidence, l'appui américain dont semble jouir Ariel Henry repose sur des fondements vermoulus, sinon « *peu fiables* », comme l'a bien souligné un diplomate américain requérant l'anonymat. En dépit de l'engagement de lobbyistes, à coup de centaines de milliers de dollars, pour dorer l'image du Premier ministre de facto haïtien, ces derniers ne sont pas parvenus à convaincre grand monde, à Washington, sous le chapitre de l'aide, même à titre humanitaire, sous le gouvernement des présents décideurs haïtiens.

L.J.

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 16 - 23 mars 2022.qxp_HO 3/16/22 6:25 AM Page 4

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Déjà plus de 3 millions de réfugiés ukrainiens, certains accueillis à la frontière sud des E.U.; Plus d'une centaine d'Haïtiens arrivés en Floride lundi

La guerre de Vladimir Poutine, en Ukraine, lancée, depuis de trois semaines, a déjà causé la fuite de plus de 3 millions d'-Ukrainiens de leur pays, jusqu'au mardi 15 mars. La vague continuera, tout le temps que continuera l'attaque russe. Pourtant, rien ne fait présager un cessez-le-feu prochainement, car les Ukrainiens sont toujours en mode résistance, à la grande surprise du patron russe. Celui-ci s'attendait à une opération éclair. Mais, on ne sait vraiment combien des quelque 44 millions d'habitants de ce pays voisin de la Russie opteront pour élire domicile ailleurs.

À la date du 14 mars, l'Organisation des Nations Unies (ONU) annonçait des chiffres pour les pays voisins de l'Ukraine qui ont accueilli les réfugiés, avec la Pologne en tête de liste, ayant déjà reçu près de 2 millions, soit, exactement, 1 808 436; suit la Romanie, avec 353 432; Moldova, 337 215; la Hongrie, 263 888; la Slovaquie, 213 000; la Russie, 142 994 et Belarusse, 1 475.

Une foule d'Ukrainiens, à la frontière de leur pays avec la Pologne, attendent leur tour de traverser...

À souligner que même ces deux derniers pays agresseurs, ont dû accueillir des réfugiés, bien qu'on ignore dans quelles conditions. Mais, puisque la guerre à sens unique du leader russe est aussi critiquée dans son pays, où il y a eu des manifestations monstres contre Poutine, on veut croire que des civils bienveillants se soient montrés compatissants envers des personne en détresse.

On en vient à l'accueil réservé aux réfugiés ukrainiens par les États-Unis d'Amérique (E.U), se trouvant à 9 181 kilomètres de l'Ukraine. En fin de semaine, on a vu des Ukrainiens, sourire aux lèvres, à la frontière sud des E.U, où le gouvernement américain s'empressait de les accueillir.

Pour mémoire : le 4 mars, l'administration Biden a déclaré le TPS *(Temporary Protected Status)* en faveur des Ukrainiens non documentés aux E.U, soit quelque 75 000. Cette décision fait suite à la demande de 177 organisations humanitaires ayant signé une lettre adressée à l'administration sollicitant pareille action. Comme on le sait, le TPS, est accordé pour 18 mois, aux citoyens dont les pays sont en guerre, en butte à un conflit d'ordre politique ou autre, ou bien qui soit victime des sautes d'humeur de la nature. À noter que le TPS peut est renouvelable ad l'infini, si nécessaire

D'autre part, la population ukrainienne des EU, dépassant le million, est disposée à cautionner l'immigration de parents présentement en détresse, dans des pays d'Europe, à la recherche d'un lieu de refuge plus ou moins permanent. On laisse croire que le gouvernement américain serait prêt à leur donner satisfaction.

Soulignons que, dans un communiqué rendu public lundi, le gouvernement français a annoncé que la France pourrait « *accueillir jusqu'à 100 000 réfugiés* » ukrainiens. L'ONU attend la décision d'autres pays autres que l'Europe, pour savoir comment gérer ce déferlement sans précédent d'une vague humaine qu'a déclenchée la guerre de Vladimir Poutine.

Qu'en est-il des indésirables réfugiés haïtiens ?

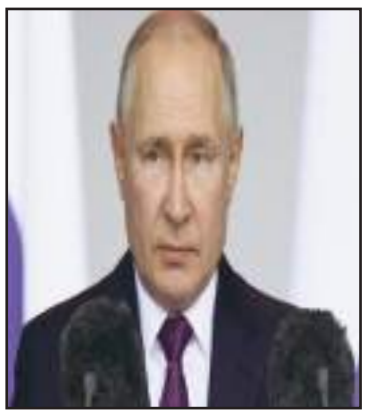
Le lundi 14 mars, le bateau dans lequel se trouvaient environ 150 réfugiés haïtiens a jeté l'ancre à Summerland Key, à environ 25 kilomètres de Key West, en Floride. Ce groupe fait suite à un débarquement, deux semaines plus tôt, d'environ 350 Haïtiens dans cette même zone. On les voyait, dans une photo rendue publique par le Sheriff Rick Ramsay, qui dit ne rien savoir du lieu de leur embarquement.

Toutefois, la communauté internationale est bien au courant qu'Haïti connaît une situation de guerre, de faible intensité soit-elle, mais qui incite les gens à fuir

Le président ukrainien Volodymir Zelensky.

leurs pays. La presse internationale a fait état des réfugiés internes, soient de Martissant, par exemple, plus de 19 000.

On n'a pas besoin de s'attarder sur la situation désastreuse en Haïti, sous l'égide des gangs armés qui font le jour et le beau temps, sous l'œil bienveillant du CORE Group des diplomates occidentaux, à Port-au-Prince. Ainsi se voyant délaissés par presque tout le monde, ceux qui peuvent ont choisi de risquer leur vie en haute mer, dans l'espoir d'r atterrir à l'El Dorado qu'est le pays de l'Oncle Sam, pour se voir refouler à l'enfer sur terre qu'ils avaient fui.



Vladimir Putin continue de foncer, mais il n'est pas tout à fait en contrôle de sa guerre.

Ainsi faut-il interpréter ce que fait l'administration Biden, lorsqu'il s'agit de réfugiés haïtiens, bien que, l'année dernière, le TPS ait été déclaré en faveur des Haïtiens non documentés qui se trouvaient aux E.U, avant le 29 juillet 2021. Cette décision avait bénéficié à 100 000 ressortissants d'Haïti. Sur ces entre-faits, l'administration Biden avait souligné qu'Haïti faisait face à « *une question sérieuse d'insécurité, de conflits sociaux et d'abus de droits humains* ». Autrement dit, le pays n'est pas en mesure d'accueillir ses ressortissants.

Puis, les Haïtiens qui avaient trouvé hospitalité dans des pays de l'Amérique du Sud, même jusqu'au Chili, se trouvant en difficulté à cause des contraintes économiques dans ces pays d'accueil, suite au désastre de la COVID-19, ont entrepris le pèlerinage jusqu'à atteindre, en septembre dernier, le pont international de Del Rio, au Texas, à la même frontière sud des E.U, où ont été observés les Ukrainiens récemment. Outre l'accueil fait aux réfugiés haïtiens par les policiers frontaliers à cheval les traitant pire qu'au temps de l'esclavage, ils ont été entassés dans des vols à destination d'Haïti, l'enfer terrestre qu'ils avaient fui depuis plus d'une décennie.

Pourtant, la situation en Haïti est bien pire que celle qu'avait décrite l'administration Biden, moins de trois mois plus tôt, quand le TPS avait été accordé aux Haïtiens en situation irrégulière. Et depuis, des milliers d'-Haïtiens ont été transportés en Haïti via un pont aérien à mis en place à cette fin, courtoisie de cette même administration de Joe Biden.

A la frontière du Mexique avec le Texas, Russes et Ukrainiens arrivent à bord de véhicules qu'ils ont achetés au Mexique..

En clair, l'administration américaine ne fait que récidiver, affichant le racisme à l'encontre des Haïtiens, pst l'accueil chaleureux offert aux victimes de la guerre en Ukraine, telle que la situation s'était présentée, l'année dernière, en faveur des Afghans échappant la situation entraînée par la fin de la guerre des E.U en Afghanistan, pour être accueillis à la République étoilée.

Il faut rappeler que la situation désastreuse d'Haïti, ayant aussi l'allure d'une guerre est imputable à la politique américaine consistant à maintenir au pouvoir, en Haïti, des fossoyeurs de la patrie, tel que constaté actuellement. Il est grand temps que finisse cette politique de deux poids, deux mesures, dans le traitement des réfugiés, par les autorités de ce pays, se présentant comme symbole de la démocratie !

***Le coronavirus réapparait en Chine, serait-ce une nouvelle menace internationale ?**

À un moment où, aux États-Unis (E.U) on laisse tomber des mesures barrières contre la COVID-19, suite aux progrès constatés dans la suppression du virus mortel, en Chine, les autorités prennent des mesures drastiques pour combattre de nouvelles variantes du coronavirus, surtout dans deux grandes villes, Changchun et Shenzhen.

Le « *lockdown* » (fermeture complète de toutes activités, est ordonné par le pouvoir central, exigeant que tout le monde garde la maison. La situation affecte environ 26 millions d'habitants du pays le plus peuplé du monde, ce qui représente un pourcentage insignifiant d'une population de 1,4 milliard d'habitants.

Mais les deux villes mentionnées sont d'une importance capitale pour l'économie mondiale, surtout pour les E.U qui dépendent d'elles en matière d'outils technologiques. L'on dit de ces villes, qu'elles constituent les « *Silicon Valley* » de la Chine, en comparaison à cette région de la Californie passant pour le centre eu égard à la technologie. Aussi, une fermeture complète des opérations en Chine aura-t-elle des répercussions négatives sur les prix de certains produits aux E.U, appelée à exacerber l'inflation déjà galopante, due à la flambée du coût de l'essence à la pompe entraînée par les sanctions américaines contre les produits pétroliers russes, une situation qui risque d'empirer !

À se rappeler que le coronavirus, qui a fait le tour du monde, avait débuté à Wuhan, en Chine dès l'automne 2019, avant de devenir planétaire, en décembre de la même année. En janvier, 2020, il avait déjà atterri en Euro-

Suite en page 12

Journal 16 - 23 mars 2022.qxp_HO 3/16/22 6:25 AM Page 5

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Suite de la page 4

ope, et aux E.U, au mois de février. Ainsi de suite. On connaît la suite. Donc, la prudence est de rigueur, même quand on parle de progrès.

***Deux hautes personnalités politiques américaines victimes de la COVID-19**

Dimanche, 13 mars, on a vu l'ex-président Barack Obama à la télévision annonçant qu'il a attrapé le virus. « *Ma gorge m'ennuyait, il y a deux jours* », a-t-il dit, ajoutant, « *Autrement ça va* ». Par contre, son épouse Michelle, est testée négative.

Puis, hier mardi, 15 mars, la Maison-Blanche a annoncé que Doug Emhoff, l'époux de la vice-présidente, Kamala Harris, a testé positif au coronavirus. Par mesure de précaution le couple vice présidentiel n'a pas participé à un événement mardi après-midi, à la Maison-Blanche. Dans un tweet, mardi soir, M. Emhoff a indiqué qu'il est inoculé, en sus de prendre la « *dose de rappel* », dit « booster » en anglais. Nul n'est exempt.

Entre-temps, la compagnie Pfizer a fait la demande, auprès des autorités sanitaires, de l'autorisation pour une quatrième dose pour les gens âgés de 65 ans ou plus. Il est impératif de suivre les annonces pour se tenir à jour.

***Deux meurtriers arrêtés le même jour**

Hier mardi, 15 mars, très tôt dans la matinée, a été annoncé l'arrestation de Gerald Brevard III, à Washington, recherché dans l'assassinat d'hommes sans abri fixe, dits « *homeless* », en anglais, à New York et à Washington. Selon les informations, lundi soir, la maire de Washington, Muriel Bowser, ainsi que celui maire de New York, Eric Adams, se relayaient à la télévision, lors d'une discussion sur cette situation, demandant la coopération de tous, et offrant une prime, pour trouver le meurtrier, dont une photo, un peu flou a été projetée. Avant 12 heures, des autorités fédérales ont arrêté le suspect à une station de gazoline, dans la zone sud-est de la capitale américaine. Il est possible, avec détermination, on peut « *mettre de l'ordre dans le désordre* », comme on dit en créole.

Recherché pour une attaque à New York, il est capturé à Philadelphie

Depuis samedi, 12 mars, quand il a sauté par-dessus un comptoir entouré, pour atteindre deux employés du Musée d'art moderne (MoMa), à Manhattan, pour qu'il a assénés de coups de couteaux, il était recherché, les caméras l'-ayant capté sur le vif. Il a été arrêté hier, mardi après-midi, à la gare d'autobus, à Philadelphie, où il sommeillait sur un banc, après avoir mis le feu à une chambre d'hôtel qu'il occupait.

***La Russie décrète, à son tour, des sanctions contre des autorités américaines**

Ça commence par le président Biden, suivi de son ministre des Affaires étrangères et autres, y compris Hillary Clinton. Histoire à suivre.

***Un discours virtuel du président ukrainien au Congrès américain**

Au moment où vous lisez ces lignes, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, aura terminé, sans doute, son discours au Congrès américain réuni à l'extraordinaire, ce matin, mercredi, 16 mars. À la session, programmée pour 9 h a.m, la présidente du Congrès, Nancy Pelosi, devait introduire le chef d'État ukrainien qui, au cours d'une quinzaine de minutes, présenterait aux parlementaires américains sa vision pour Ukraine, sous attaque russe. Plus de détails dans la prochaine édition.

Pierre Quiroule II
16 mars 2022
raljo31@yahoo.com

PAR CENTAINES LES RÉFUGIÉS HAÏTIENS FUIENT LEUR PAYS

En une semaine, plus de 800 arrivés en Floride

Suite de la page 4

bateau, dans le passé, qui transportaient entre 25 et 28 passagers, mais pas plus de 50, au cours de ces derniers jours, pas moins de 176 arrivent sur les plages de la Floride. Avant ce dernier, arrivé le 7 mars (la semaine dernière), un gros bateau en bois, dont les dimensions dépassent tout ce qui venaient mouiller sur les plages floridiennes, avait à son bord 350 migrants, des passagers de toutes catégories, hommes, femmes et enfants, étaient arrivés dans les eaux peu profondes, au large de Key Largo. Les autorités avaient déclaré que des centaines de passagers sautaient par-dessus bord, tentant de nager jusqu'aux plages.

Officiellement, on a appris que, avant le débarquement du 7 mars, presqu'une semaine plus tôt, précisément le 28 février, les autorités avaient repéré un bateau ayant eu à son bord 179 migrants, à quelque 20 milles au large de l'île Andros, dans l'archipel des Bahamas.

Seulement quelques jours plus tard, le 4 mars, un navire de la Garde côtière américaine avait intercepté un autre voilier qui transportait 123 personnes, encore dans l'archipel des Bahamas, cette fois, à quelque 10 milles d'Aguilla Cays. Selon les autorités, 39 mineurs faisaient partie des passagers.

Deux phases distinctes du phénomène des boat-people

Le phénomène des boat-people haïtiens a pris naissance, en 1972, sous les Duvalier, quand le tout premier voilier, vraiment un frêle esquif, avec une trentaine de passagers à bord, échoua sur les plages floridiennes. Depuis ce premier débarquement, les voiliers remplis de réfugiés n'arrêtaient de faire cette traversée périlleuse, dont plusieurs expéditions n'avaient pas abouti à destination, les passagers ayant péri en route.

À l'époque, les Américains, qui n'avaient pas encore élaboré leur politique de refoulement des migrants haïtiens, attribuaient le phénomène des boat-people au « *découragement* » qu'avaient connu les Haïtiens qui se croyaient libérés de la dictature, avec la mort de Papa Doc, proclamée par le Palais national, le 22 avril, alors qu'il était mort au moins une semaine auparavant. C'était donc avec la mort dans l'âme que le peuple haïtien s'était retrouvé victime d'un « *coup fourré* », à la faveur d'un deal concocté entre François le Tyran, sentant venir sa mort, et l'ambassadeur américain Clinton Knox. Ce dernier avait fini par persuader ses supérieurs au Département d'État, sous l'administration de Richard Nixon, d'avaliser Jean-Claude comme successeur de son père.

La deuxième phase du phénomène des boat people haïtien intervint en 1992, après le coup d'État militaire contre le président Jean-Bertrand Aristide. Pendant que celui-ci se trouvait en exil, à Washington, une vague de réfugiés s'était déferlée sur les côtes floridiennes, au rythme de deux à trois bateaux chaque deux semaines.

Il s'agissait d'une stratégie qu'avait mise en place le président exilé aux États-Unis, de concert, devait-on apprendre, par la suite, avec les congressistes noirs, ou le « *Black Caucus* ».

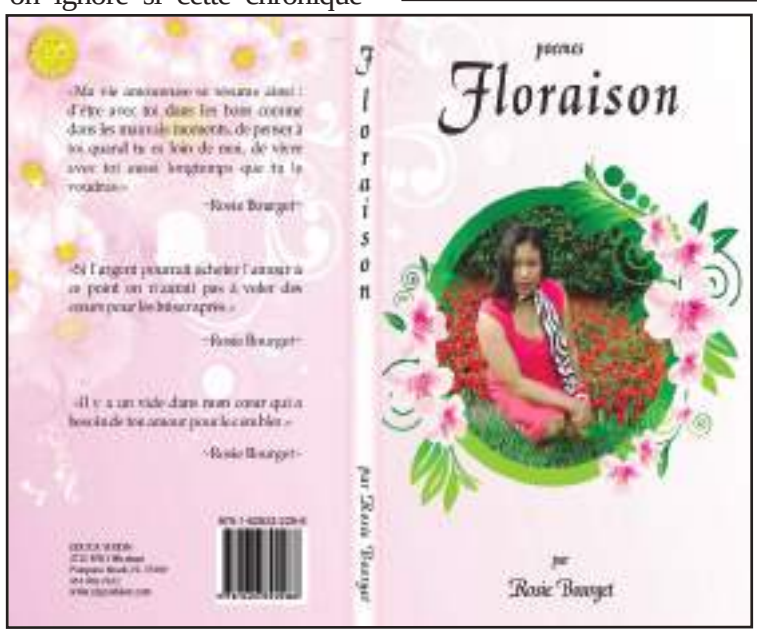
En effet, à l'initiative de M. Aristide, ce qu'on appelait «*chantier naval style haïtien* » était créé dans l'Artibonite, dont la « *gestion* » était assurée par le défunt père Gérard Jean-Just, qui recrutait les candidats pour faire le voyage, des côtes de l'Artibonite à celles de la Floride. Les autorités américaines étaient débordées par des milliers de réfugiés qui arrivaient presque sans arrêt.

À Guantanamo, Cuba étaient aménagés des dortoirs d'hébergement des réfugiés haïtiens, jusqu'à ce que fut réglée la crise politique née du renversement d'Aristide par le tandem Cédras-Biamby.

La troisième phase du phénomène des boat-people haïtiens est présentement en cours. Car, avec ces centaines de migrants embarqués à bord des bateaux pouvant contenir des centaines de personnes ne saurait être des événements isolés ou fortuits. Il faut déterminer à qui profite ces fuites clandestines d'Haïti.

Signalons que d'autres voiliers qui avaient mis le cap sur la Floride ne sont jamais arrivés à destination. On parle aussi d'un autre, par exemple, qui avait quitté Port-Rico, dont quatre bébé (une paire de jumeaux qui se trouvaient parmi les passagers, dit-on, seraient morts, de faim et de soif, dit-on, durant la traversée, qui ont été jetés à la mer, d'ordre du capitaine. Les mères des nourrissons ont été sur le point de perdre la tête à la vue des requins dévorant leurs bébés.

Racontée sur les réseaux sociaux, surtout What'sApp, on ignore si cette chronique est parvenue aux oreilles d'aucune autorité. Ni si les mères éplorées avaient accès aux moyens de porter plainte. Surtout que leurs identités n'ont pas été révélées.



Journal 16 - 23 mars 2022.qxp_HO 3/16/22 6:25 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Youn lane pita, bagay yo pi mal, Ayiti ap kannale desann, epi Premye minis de fakto a ap banbile !

Samdi, 12 mas, ki sot pase a, fè egzakteman youn lane depi «*bandi legal* » nan Village de Dieu, bò Matisan, zòn Pòtoprens, te ansasinen 5 polisye epi kenbe kadav yo, refize renmèt yo bay fanmi yo. Youn lane pita fanmi yo ap tann toujou pou fè lantèman pou yo. Nad marinad !

Pou mounn ki bliye yo, men non yo : Ariel Poulard, Désilus Wislet, Eugène Stanley, Georges Vivender ak Lucdor Pierre**.** Yo te tonbe anba bal gang « *5 Segonn* » ki sou kontwòl chèf Izo, ki te menm negosye ak Lapolis pou renmèt cha blende ke yo te pran tou. Men Lapolis te debouse gwo lajan pou sa. Youn lane pita, kadav pa renmèt, san dout yo lage tout nan youn gwo twou, anpile younn sou lòt. Epi fanmi yo toujou nan lapenn san rete. Alò, lè nou di pa gen gouvènman nan peyi sa a, èske n pa gen rezon ? Wi, si gen gouvènman, li sou kontwòl gang, osnon y ap travay ansanm ansanm, men se gang, bandi legal, ki vrè otorite ann Ayiti.

Lapolis fè bèkatè devan bandi legal, ke nou rele gang

Ban m eksplike n poukisa mwen di sa. Selon sa jounalis Francklyn B. Geffrard ekri nan *RHINews*, nan dat 11 mas, lavèy anivèsè sa k te pase nan lane 2021 an, nan Village de Dieu, se « *omwens 16 polisye bandi touye, soti premye janvye ane sa a rive 10 mas la* », nan mwens ke 2 mwa edmi. Se pa li menm ki di sa. Li sèlman rapòte sa Lionel Lazarre te di. Se msye ki koodònatè Sendika Polis nasyonal la (SYNAPOHA, an franse). Epi sa pa nui otorite yo menm, kòmsi se tou natirèl pou « *bandi legal* » blayi atè otan de polisye yo kapab.

Nan jedi, ki te 10 mas, Henry Marc Millians jwenn lanmò l anndan lakay li nan Village Canaan, nan nò kapital la, tandiske Village de Deu osid. Jan nou wè l la a, bandi yo ap ansèkle Pòtoprens. Jan nou deja di l, youn jou n ap leve nou tande yo mache pran Palè a.

An palan de polisye Millians an, msye te fè pati ekip espesyal nan Lapolis la ki rele « *Brigade de lutte contre le vol de véhicules* ». Kivedi, wòl li se te pousuiv, arete, e renmèt bay Lajistis kriminèl k ap vòlò machin. Epi Lajistis pou fè devwa l, jije e anprizonnen yo. Men Lajistis pa vrèman egziste nan peyi sa a, sitou lè minis Lajistis la pou kont pa l se youn ansyen kriminèl, ki menm te pran youn tou prizon. Sa te byen eksplike semèn pase a nan editoryal ki te parèt nan jounal la. N ap pale de *Bertho Dorcé*, ki te chanje premye non li te gen nan batistè l, ki te ***Bertheau.*** Kòmsi chanje non vle di bliye metye. Men jan pawòl la di a, chen k abitye manje ze, ou mèt te chode bouch li ak ze cho, *byen bouyi*, nan manje ze l ap tounen. Kivedi pa gen jistis ann Ayiti. Tout polisye ki mouri tou mouri pou twou je yo, pa gen okenn envestigasyon k ap fèt, ni okenn « bandi legal » ki pral pran prizon.

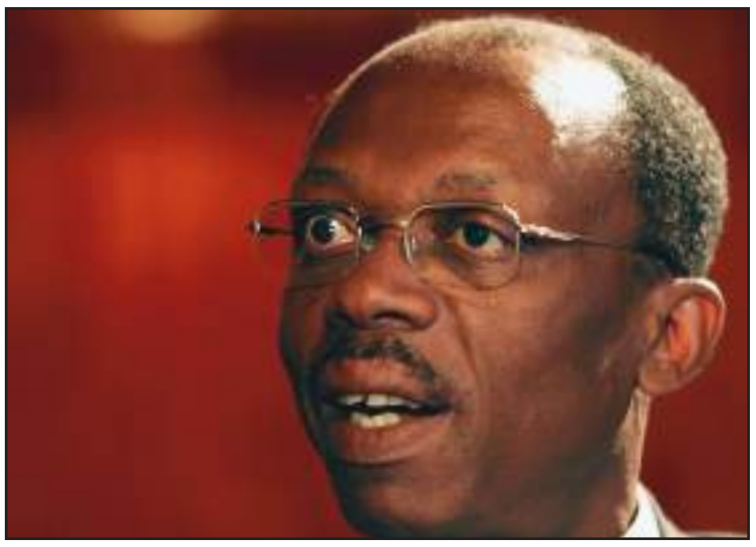
Men nan ki eta nou ye. Lane pase, se 5 polisye ke « *bandi legal* » blayi atè epi anyen pa janm rive yo. Kounnye a yo kraze Henry Marc Millians, yo fèmen bouch li pou tout tan. Asireman lòt polisye parèy li yo ankese kou a, yo pral mache sou pinga yo pou yo pa pile si m te konnen. Men nan ki sitiyasyon peyi a tonbe. Mwen konprann lè kouzin mwen di m : « *Ayiti fini, fini nèt !* »

Se toupatou yo frape, tout mounn jwenn

Nan vandredi apremidi, 11 mas, sitiyasyon an te tèt anba anwo lavil Pòtoprens, nan zòn Canapé Vert, Turgeau, Bois Patate. Kèk mesye ame jouk nan dan, t ap tire nan zòn nan pandan yo t ap sikile nan youn machin vit nwasi, moun pa ka wè figi yo. Yo te dèyè kidnape youn mesye ki te vin chache youn dam k ap travay nan konpayi telefòn Natcom nan. Enben, nou pa janm fin konnen kijan sa fini. Men sanble yo te pran tou lè 2. Sandout, Natcom pral oblije debouse gwo kòb pou lage mounn yo.

Menm vandredi a, nan zòn Poste Marchand, toupre Lalue, «*bandi legal* » ame jouk nan dan touye youn mounn epi yo kidnape pwofesè Ernst Lafleur, ki se direktè Kolèj Jacques Roumain, ansanm ak madanm li, epi youn lòt mounn ki pa arive idantifye.

M ap fè youn kanpe sou briganday k ap pase yo. Mwen te sèlman vle montre n ke sitiyasyon an vinn pi mal, sa vin pi mal depi youn lane de sa, lè bandi pa t respekte polisye nan blende. Kounnye a se kòmsi lago lage. Kesyon kidnaping nan vin youn metye ki rapòte anpil kòb pou nouvo vrè chèf peyi a, ki te vin jwenn egzistans yo lè gwo chèf la te met lajan deyò, voye achte zam pou yo jouk nan peyi Izrayèl, swadizan pou yo te met lòd nan dezòd lopozisyon t ap fè, sitou nan katye pòv yo, tankou Site Solèy, Kafou Fèy, elatriye. Wi, nou pa ka bliye ke se Michel/ Michael Joseph Martelly, li menm, ki di li se « *Bandi legal* », ansanm ak Premye minis li Laurent Salvador Lamothe, ki te met gang yo sou pye. Se la yo pran non « *bandi legal* » la tou, natirèlman, « *ti bandi* » k ap suiv sa « *gwo bandi* » a te ba yo fè. Kounnye a, ke yo diplome, yo depase mèt yo. Ala sa ta youn bèl egzanp, si youn



Jan Bètran Aristid reparèt, men li ka regrèt sa.

jou konsa nou tande yo kidnape youn « *gwo bandi legal* » ! « *Tout est possible* », jan yo di pawòl la an franse.

E si plis mounn leve kanpe di

Gi Filip rantre Okap soti Repiblik dominkèn avèk lame li ap mache sou Aristide nan Potoprens.

NON, sa pa ka kontinye ?

Men gen reaksyon, ki montre ke gen sitwayen nan peyi a ki pa soti pou aksepte tout move kou y ap pran. Depi lendi 14 mas la, ayè 15 e jodi 16 la, grèv dekrete pou mande liberasyon 2 medsen bandi yo te kidnape nan klinik yo, sou Riyèl Berne, nan zòn Turgeau, nan Pòtoprens, nan dat 2 mas la, jan nou te anonse sa nan atik semèn pase a. Se doktè Michèl D'Alexis ak Pierre Boncy.

Epi asosyasyon avoka yo rele anmwey yo pa kapab ankò avèk bandi legal ki lakòz yo pèdi kèk avoka, swa sa yo kidnape, osnon ki pèdi lavi yo pandan y ap soti nan « *Palè Lajistis* », sou Bisantnè a, nan Pòtoprens. Epi tande sa minis Lajistis la di sou Radyo RFM 104, nan samdi 12 mas la : Gouvènman an antreprann demach pou jwenn youn kote ki laj ase epi ki nan bon zòn pou Palè Lajistis ka soti nan Bisantnè a. Kivedi, otorite yo bay gang yo legen, zòn nan se pa yo.

Youn Bisantnè ki te youn bèl kote, sa yo rele youn « *atraksyon entènasyonal* » lè prezidan Dumarsais Estimé (Dimasè Estime) te bati l, apre l te pran pouvwa a nan lane 1946. Zòn nan te tèlman bèl, touris te konn desann nan waf Pòtoprens la pou vizite l. Epi se sou Boulva Harry Truman, gwo boulva nan Bisantnè a, anbasad amerikèn nan te ye. Men lè chimè, gang Aristid yo, te kòmanse met dezòd nan zòn nan, apre prezidan yo a te tounen vin met ***demonkrasi*** nan peyi a apre l te debake avèk « *zwazo mechan* » yo nan dat 15 oktòb 1994, se degringolad la ki te kòmanse, jouk kounnye a se nèt al kole. Anbasad amerikèn oblije soti, al tabli nan Tabarre, pa twò lwen palè Titid la. Kounnye a se Palè Jistis k ap suiv egzanp la, jan minis Lajistis, osnon lenjistis, Bertho/Berteau Doorcé di sa byen klè. Wi, mezanmi, gade sa youn peyi tounen lè se bandi ki alatèt li. Pawòl franse a gen rezon di : « *Le poisson pourrit par la tête* ».

Se de fakto a, Aryèl Anri, ak tout bandi l yo ki pou degèpi

Antretan, kote Premye minis de fakto a, Ariel Henry (Aryèl Anri)? Vandredi, 11 mas la, li te nan Santiago, kapital peyi Chili, pou asiste inogirasyon nouvo prezidan peyi Lamerik di Sid sa a, Gabriel Boric, ki gen 36 lane sou tèt li sèlman. Nan youn video, k ap sikile sou rezo sosyal yo, nou wè prezidan Chili a k ap bay youn bann mounn lanmen, epi li vire do l li pa bay de fakto lakay la lanmen. Sa parèt youn tijan lèd.

Men primati a fè konnen ke doktè Anri te fè youn chita ak Mesye Brian Nichols, ki se sekretè Deta ameriken pou Zafè zòn Lamerik la.

Pou diskite tout sa k enpòtan, osnon pou fè mandyan ? Èske gen anyen ki te di sou kesyon gang ak « *bandi legal* » yo ki met peyi a tèt anba a ? Se pa sa tout bon vre, paske Premye minis de fakto a pa vrèman gen anyen kont gang yo. Gade depi kilè li la, li sou 8 mwa, epi gang ki pran zòn Matisan an pou yo depi premye jen lane pase ap dodo meya yo, fè dega jan yo vle, zanmi yo Aryèl pa di anyen. Poutan, li te mobilize mil (1 000) polisye ak 500 solda pou al avè l Gonayiv nan dat premye janvye ki sot pase a. Kivedi lè se anfas lénmi li prale li konn sa pou l fè. Men sa pa di l anyen lè se gang k ap opere.

Se konsa nou wè kesyon an. E n ap repete : « *Toutotan kesyon gang nan pa regle, anyen p ap regle ann Ayiti* ». Epi nou pa bezwen konte sou Aryèl Anri pou regle bagay konsa. Okontrè, fòk msye degèpi ansanm ak tout gang, *ti bandi* ak *gwo bandi*, menm lè a. Epi tou, pi bonnè se granm ti maten !

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
16 mas 2022
raljo31@yahoo.com

Journal 16 - 23 mars 2022.qxp_HO 3/16/22 6:25 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

Sunday, at UNIFA, his university in Port-au-Prince. Returning to his old style of speaking in parables and innuendos, he castigates those he blames for wrecking the country, which is in shambles, even dying. However, in the process, he's opened himself to much criticism that he must be wishing he had kept silent.

As indicated, the ship story can wait. But Dr. Aristide's speech takes precedence, especially that he addresses some burning issues in such a way that he can still say, "No, I didn't say that." Take his theory about the assassination of Jovenel Moïse, on the wee hours of last July 7, in the bedroom of his extremely secured residence in the swanky neighborhood of Pèlerin 5, in the hills beyond Pétionville. Having kept quiet thus far, last Sunday, March 13, at a packed house for a graduation ceremony at UNIFA, he let go with this: ***"Mèt chat la manje chat la!"*** (The cat's owner ate the cat!) Almost everybody has interpreted this to say that those who had supported "The Banana Man," especially the Americans, are responsible for his assassination.

Aristide also points to those who cause the country to be in the awful situation it is: ***"Profoundly Evil."*** Or, one could say in a state of total anarchy — *"from Tabarre, Croix des Bouquets, Cité Soleil, . . . from Port-au-Prince to Pétionville. It's the* ***genocide*** *of Haiti."* This has been possible because *"hardened professionals have become criminals,"* playing with rhymes throughout the speech, as he used to do in times of yore, eliciting applause now, just as in the old days.

He denounces those whose *"minds have been chained,"* to such a degree that they *"continue to do the job of the oppressors,"* adding, *"Remember what they did in 2004?"*

Yes, we remember that it was on February 29, 2004, that President Aristide was spirited out of Haiti, as rebels led by former army officer Guy Philippe were about to storm the Palace in Port-au-Prince. It was, the rebels said, a *"war of liberation from a Lavalas dictatorship"* that President Aristide had set up, with the support of his gangs, generally called *"Chimères,"* some units of which had distinctive names, such as "Red Army," "Saddam Hussein Army," "Sleep in the Woods Army," "Little Machetes Army," even the "Cannibal Army." By 2004, they were causing such havoc in Haiti, that foreign intervention was considered the sole recourse. And also saving Jean-Bertrand Aristide from immolation.

Inspired by the Bible to carry out unbridled violence

As we see it, the former priest went through some transformation after he wrote ***"The 100 Verses of Dechoukay,"*** (The 100 Verses for Uprooting, or to obliterate the enemy). He found inspiration in verses books of the Old Testament of the Bible which he quoted to justify the punishment inflicted on those he considered "enemies of the people." Didn't he, in his speech of September 27, 1991, send his partisans into trance, as he told them, in a staccato delivery: ***"Go-give-them-what- they-deserve."*** He was speaking about a tool that will become known as "Père Lebrun," the flaming tire around the neck of those consumed by fire, on the hell-on-earth he had instituted in Haiti.

Here's a snippet of that September 27 speech: *"What a nice tool! What a nice instrument! What a nice device! It is a pretty one! It is elegant, attractive, magnificent, graceful, and dazzling! It smells good! Wherever you go, you feel like smelling it! It is provided for by the Constitution, which bans Macoutes from the political scene."* Furthermore, addressing the youths of Cité Soleil, he once said: *"When the heat of the sun burns the sole of your feet, lift up your heads to the heights"* and in his signature staccato delivery, menacingly, he added: ***"Go-give-them-what-they-deserve!"***

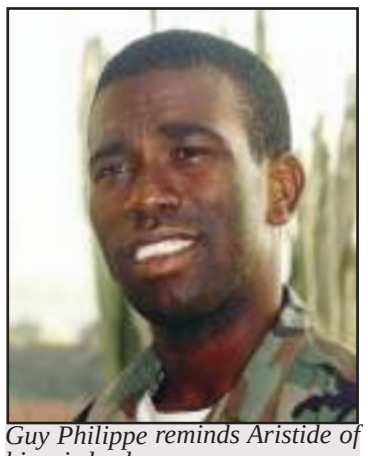
We should mention that Dr. Aristide had the effrontery of mentioning those who are responsible for stealing the PetroCaribe funds, the $4.2 billion profits from the sale of Venezuelan petroleum products in Haiti from 2008 to 2017, that government officials embezzled or mismanaged. No projects were undertaken with that money, as was intended. Well, Aristide must also give an explanation about the millions he amassed, putting him in the rank of Haitian multi-millionaires. Not bad for the "Priest of the shantytowns," coming from the St. Jean Bosco church, arguably the poorest parish in Port-au-Prince.

Considering his past, one wonders what veiled message "Dr. Jean-Bertrand Aristide" was communicating last Sunday when he told his audience, which was clapping wildly: *"Si w chita tann w ap tounen pwa tann!"* (If you just sit there doing nothing, you'll dry up turning into nothing.) Therefore, he urged that we be injected with the *"patriotic serum. For what happens in Ukraine also concerns Haiti."*

I depend on you, reading this, to help me decipher this last message.

And Guy Philippe also breaks his silence

As I said earlier, probably Dr. Aristide is having second thoughts about breaking his silence because he pushed Guy Philippe to break his silence also. From the federal jail in the U.S. where he's been serving a 9-year sentence in a drug trafficking case since 2017, the former Haitian Army officer, who was elected Senator but was grabbed before he was sworn-in, issued a voice message, which is making the rounds on the internet. Philippe reminds the former president of a few facts to show that he should be held responsible for the current state of anarchy in Haiti. We'll give them in order, just as mentioned:



Guy Philippe reminds Aristide of his misdeeds.

1. "You're the one who declared an embargo on the country which has ruined Haiti's economy to this day.

2. "You're the one who invited the White American Army to the country to humiliate the Haitian army, which you eventually destroyed, leaving us in the situation we are today, facilitating the gangs.

3. "Thus, the insecurity which is the lot of the country now is of your making.

4. "You sold major government-controlled businesses to the foreigners (and he listed some, like Teleco, the Cement of Haiti, and others).

5. "You also gave all sorts of advantages to the bourgeoisie, including in Customs, depriving the country of millions of dollars.

6. "You are the Chief of the Gangs, even ordering the killing of Marie-Christine Jeune, (a police officer who refused to shake the hands of an official bandit).

*7. "Since you're talking about money which has been stolen, when will you give an accounting for the money of the cooperatives? (*That's Aristide's Ponzi game by which he defrauded unwary citizens of millions of dollars.)

8. "What about the sham elections of 2000? (That's after several opposition candidates were killed and only some 10% of the electorate participated and he won 92% of the vote, compared to his 67% win in 1990 when voter participation was about 90%.)

9. "In 2004, you were again responsible for foreign forces being invited to the country.

10. "And all should know that this University, your UNIFA, is built on the stolen property of a peasant you ordered killed to take the property."

What else can be said, if not to wait for the answer of "Dr. Jean-Bertrand Aristide" to all these accusations. He has the right of rebuttal. Willingly, we will publish his response to these grave charges.

Now that he has broken his silence, the eminent personality that he is cannot keep silent about all that's being said about him. For example, I have seen, in a Facebook posting by Hébert Joseph, a detailed list of assassinations and robberies attributed to Jean-Bertrand Aristide, as well as the drug traffickers who were connected to him. That list, prepared in 2004, first appeared in *moun.com*, a website no longer in existence.

A major ship in Haitian waters, without official explanation, giving rise to speculations

All of last week, a big ship equipped with a landing for helicopters was in the waters in the southwest region of Haiti, raising suspicions and allowing for all sorts of speculations and rumors. Wanting to ascertain the truth of the matter, we contacted our sources in the region and are able to confirm that such a vessel was seen by people in the general area —from Tiburon-Les Irois to Pestel and Corail. That covers the western tip of the island, embracing the wider area of Jérémie, the capital of the Grand'Anse, as the southwestern department is called.

What was its mission? That remains a mystery because neither the Haitian officials nor those of the United States have provided information regarding the presence of what some people call "a warship," and others say it's a vessel on a "prospection mission" for petroleum products under the sea. A response at the last minute from the State Department to an inquiry says they aren't aware of what's going on. They advise to contact the Coast Guard.

Without official explanation, speculations are rife

Till yesterday, Tuesday, March 15, our request for information from the State Department and the U.S. Embassy in Port-au-Prince remained unanswered. However, some Haitian news commentators have denounced what they call "another robbery of our resources." Among them is the well-known Louko Désir, in his *Matin Débat* broadcast on Radio/Television Éclair who, on Saturday, categorically stated the ship was on a *"prospection mission for petroleum,"* adding *"they're on a mission to steal our resources."* This, he contends, is due to the war in Ukraine and the sanctions imposed on petroleum products from Russia entering the U.S. market, for that country is a major player in the energy field.

All of a sudden, people are talking about the wealth that Haiti has underground and under the Caribbean Sea surrounding it. For, it has been said before that Haiti has great reserves of petroleum that the international bigwigs have coveted, but have held back on exploiting, awaiting such time when it would be more profitable to do so. Is it that time now?

In that light, our citizens deserve an explanation as to why a U.S. ship is off Haitian shores for a whole week, with helicopters landing on its deck, and experts diving into the sea with some equipment! We doubt those who say it has to do with preparations to counter a major disaster, such as a violent hurricane or another earthquake.

Suddenly, one is piqued by the three-day visit to Haiti, last week, of Daniel Erikson, the U.S. Undersecretary of State for Defense of the Western Hemisphere. He met with officials of Haiti's Coast Guard, as well as with other officials responsible for security in case of "disasters." Why not spell out "natural disasters," such as storms and earthquakes? And why now, considering that, previously, Haiti has been battered by violent hurricanes and earthquakes that didn't elicit advanced visits by such a high Defense official? Meanwhile, Haitian citizens are literally under the gun constantly by armed gangs, something about which the Biden administration has shown little concern!

***A new Electoral Commission soon in place, says Ariel Henry**

Insecurity or not, de facto Prime Minister Dr. Ariel Henry declared that he will soon announce the nine members of the Electoral Commission which will organize the next elections. So reported *Gazette Haiti*, last Sunday, March 13, based on an exclusive interview while Dr. Henry was in Santiago, Chili, on Friday for the inauguration of the country's

Continued on page 14

Journal 16 - 23 mars 2022.qxp_HO 3/16/22 6:26 AM Page 8

Pase pwochen etap la

SWEN SANTE KI ABÒDAB

nystateofhealth
The Official Health Plan Marketplace

Plis abite New York toujou ap kalifye pou asistans finansye pou diminye prim yo. Ou menm tou ou ka elijib kounye a, menm si ou pat kalifye anvan sa a.

Jwenn yon pwoteksyon asirans sante pou:

- Randevou ak doktè yo
- Medikaman
- Swen ijans ak plis ankò!

Kite NY State of Health ede w jwenn yon plan ki gen swen prevantif gratis, ki pa gen prim oswa ki gen prim ki pa koute chè.

ENSKRIPSYON YO OUVRI KOUNYE A
pou pwoteksyon ki ap kòmanse 1ye janvye 2022

Rele oswa ale sou Entènèt pou jwenn èd lokal gratis pou aplike epi jwenn yon pwoteksyon jodi a.

Rele: 1-855-355-5777
TTY: 1-800-662-1220

Vizite: nystateofhealth.ny.gov

Moratwa pou degèpisman (Eviction Moratorium) an ekspire, men èd la disponib!

Rele 311
epi mande pou Liy Asistans pou Lokatè (Tenant Helpline) a pou jwenn konsèy jiridik gratis, sa gen ladan enfòmasyon sou kijan pou soumèt aplikasyon pou Pwogram Asistans Dijans pou Peye Lwaye (Emergency Rental Assistance Program, ERAP) a.

NYC Mayor's Office to Protect Tenants | Mayor's Public Engagement Unit | Department of Housing Preservation & Development

Avec sa plume brillante, élégante et précise, Charles Dupuy nous offre ici une étude analytique fouillée, rigoureuse et solidement documentée de l'histoire d'Haïti.

Affranchi de tous les interdits, cet ouvrage décrit la réalité quotidienne du citoyen haïtien ordinaire et fournit toutes les clefs pour comprendre les dessous des grands événements historiques qui ont ponctué la vie nationale. De l'arrivée des Européens sur la terre de Quisqueya aux heures glorieuses de l'indépendance, ce livre raconte, examine et puis surtout explique les épisodes les plus saillants qui ont fait la gloire impérissable d'Haïti comme ceux qui ont entraîné sa disgrâce et sa lente déchéance. Écrit dans un style clair et limpide, il s'agit ici d'un livre captivant, passionnant, instructif, un livre tout plein d'espoir et d'optimisme, et pour tout dire, un livre indispensable à l'honnête homme.

Réputé pour son souffle narratif, sa finesse d'analyse et sa rigueur, Charles Dupuy, dont la série Le Coin de l'histoire a été plébiscité par la critique et le grand public, nous donne enfin ce livre d'Histoire structuré, substantiel, convaincant et surtout agréable à lire que lui réclamaient les amateurs et passionnés de notre passé de peuple.

ISBN : 978-2-9813689-5-3

Éditions LA PERICHOLE 2021

CHARLES DUPUY - HISTOIRE POPULAIRE D'HAÏTI

CHARLES DUPUY

UNE HISTOIRE POPULAIRE D'HAÏTI

ÉDITIONS LA PÉRICHOLE - 2021

Journal 16 - 23 mars 2022.qxp_HO 3/16/22 6:26 AM Page 9

Pwoteje tèt ou, New York.

Pran vaksen an.
Rete ajou avèk rapèl.
Mete mask ou.

NYC VACCINE FOR ALL:
SAFE, FREE, EASY

Pou jwenn plis enfòmasyon, ale sou **nyc.gov/vaccinefinder**
oswa rele **877-829-4692.**

NYC Health
Eric Adams
Majèrs
Dave A. Chokshi, MD, MS
Mèrin kontrolyon

DES SOINS DE SANTÉ ABORDABLES À VOTRE PORTÉE

nystateofhealth
The Official Health Plan Marketplace

Un nouveau financement fédéral est disponible pour vous aider à économiser davantage sur votre assurance maladie. Vous pouvez trouver un régime de soins de qualité peu coûteux et être admissible à une aide financière, même si vous n'étiez pas admissible auparavant.

Trouvez dès aujourd'hui un régime de soins offrant:

- **des soins préventifs gratuits**
- **des primes faibles ou nulles**
- **des frais déboursés réduits.**

NY State of Health est là pour vous aider à trouver un régime de soins abordable qui répond à vos besoins et respecte votre budget.

N'attendez pas. Inscrivez-vous dès aujourd'hui et soyez couvert(e) en 2022!

Appelez ou consultez en ligne pour obtenir une aide locale gratuite afin de déposer une demande et d'être couvert(e) dès aujourd'hui.

Appelez le: 1-855-355-5777
Téléscripteur: 1-800-662-1220

Consultez le site: nystateofhealth.ny.gov

Journal 16 - 23 mars 2022.qxp_HO 3/16/22 6:26 AM Page 10

ÉDITORIAL

Il est impératif d'éjecter Ariel Henry de la primature

En Haïti, c'est le monde à l'envers ! Alors que, dans les pays démocratiques, les dirigeants se soucient de plaire à leurs mandants, ceux à qui le peuple haïtien confie la gestion de ses affaires font de celui-ci son vassal. Une tendance qui donne naissance à des dictateurs et qui s'est manifestée dans toute sa laideur, surtout avec Michel Martelly, poursuivie avec ardeur par son successeur. Arrivé au pouvoir, dans la conjoncture non officielle d'hybridation par intervention étrangère, pour remplacer le défunt président de facto. Ariel Henry exhibe toutes les caractéristiques d'un monarque, ignorant les revendications légitimes des citoyens, il reçoit ses mots d'ordre des pays tuteurs. Dès lors, le peuple haïtien, son vrai patron, doit se donner les moyens de l'éjecter de la primature.

Voilà déjà plus de trois mois que fonctionne le Cabinet ministériel qu'il a formé, avec, en son sein, des membres dont le comportement laisse à désirer, voire même qui ont un casier judiciaire. Mais ces faits sont passés comme une lettre à la poste. Tous semblent cautionner ce gouvernement dont au moins un de ses membres a eu des démêlés avec la justice; tandis qu'un autre est accusé d'entretenir des relations de proximité, sinon de collaboration, avec les gangs armés.

En effet, à part une poignée de journalistes évoluant au sein des organes de presse en ligne, qui ont monté le sujet en épingle, la quasi-totalité des média dans le courant dominant se taisent à propos d'un criminel aux commandes d'un des ministères régaliens de la République, en l'occurrence, celui de la Justice. On se demande comment donc le Premier ministre de facto, Ariel Henry, a-t-il fait pour blanchir Bertheau (ou Bertho) Dorcé pour le rendre apte à servir le pays en tant que chef du ministère de la Justice ? Alors que la transgression qu'il a commise est loin d'être une peccadille imputée à un citoyen quelconque. Juge de paix, au tribunal de Miragoâne, dont dépend la commune d'Aquin, il était pris en flagrant délit de corruption avec des trafiquants de drogue de cette dernière juridiction, ces derniers lui ayant versé un gros pot de vin en retour d'un verdict favorable à leur cas. Ce scandale lui valut un séjour en prison et entraîna sa décision de changer l'orthographe de son prénom (de Bertheau à Bertho) croyant, de ce fait, enterrer définitivement son passé criminel.

Il semble que cette stratégie de Dorcé ait atteint son objectif, dans la mesure où Dr Henry se laisse tromper par ignorance des faits. Dans ce cas, il aurait péché par négligence ou bien par manquement au devoir. Ou encore par omission volontaire, négligeant de soumettre ce candidat, à cette haute fonction, à l'enquête de sécurité, généralement requise.

Quand bien même il aurait omis d'effectuer la nomination de Bertho (Bertheau) au ministère de la Justice, dans les conditions régulières, parce que mal informé de son passé, le Premier ministre de facto devrait traiter autrement le dossier, suite à la lettre du 14 janvier adressée à celui-là par Me Levelt Milord, dont copie a été adressée au Dr Henry. Ce paragraphe extrait de ce document devrait, tout au moins, imposer une enquête : « *(...) votre passé éclair dans le système judiciaire, comme juge de paix suppléant de Miragoâne, soldé de votre arrestation suivie de votre emprisonnement en 1997 pour trafic de drogue, puis votre enrichissement illicite témoignent avec éloquence et vérité que Me Levelt MILORD et vous ne font vraiment pas partie de même équipe; vu que l'un est du lot de ceux qui luttent et travaillent avec assiduité pour réussir professionnellement et dans la dignité. Cependant, l'autre est de ceux qui croient que même les mauvaises routes ne sont pas à éviter pourvu qu'elles conduisent à Rome* ».

Cela vaut aussi pour Listz Quittel, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, diversement dénoncé d'avoir participé au kidnapping du pasteur Jean-Pierre Ferrer Michel, titulaire de l'église « Jesus Center », avec deux membres de cette institution : l'homme d'affaires Norman Wiener et Isabelle Devendegis. Si ces derniers ont été libérés, en moins d'une semaine, moyennant rançon, dont les montants n'ont jamais été divulgués, M. Michel, quant à lui, n'avait recouvré sa liberté qu'après que sa famille eut versé une forte somme d'argent en plusieurs versements.

L'association du nom du ministre Quittel à ce crime n'a pas l'air de concerner le Premier ministre de facto. Sa défense qu'il a faite, lors d'une intervention à la radio, à Port-au-Prince, laisse les auditeurs sur leur faim, M. Quittel n'ayant fourni le moindre détail susceptible de le disculper des accusations portées contre lui. Le ministre de l'Intérieur a tourné carrément la page sur ce dossier, continuant à mener les affaires à ce département comme si tout allait bien dans le meilleur des mondes.

Quant à Ariel Henry, à qui incombe la responsabilité de répondre des actes des membres de son administration, de s'assurer de la bonne gestion de toutes les institutions, en sus de leur intégrité professionnelle et administrative, il s'est enfoncé dans le silence, à ce sujet. Dans tout pays sous l'empire de la démocratie, le chef du gouvernement se verrait dans l'obligation de prendre des mesures de redressement immédiates. Non seulement il devrait présenter des excuses publiques à la nation pour son mauvais jugement de caractère et d'intégrité, y compris absence d'évaluation objective et complète de chaque candidat appelé à faire partie du ministère, au moins un replâtrage du Cabinet devrait être à l'ordre du jour.

À côté de ces dérives, Ariel Henry se rend coupable, à l'instar de son chef défunt, de ses promesses non tenues et de son refus de donner suite aux revendications du peuple haïtien faites par le truchement des partis, d'organisations politiques et de la société civile. Il s'applique, de préférence, à exécuter les programmes de son patron d'outre-tombe.

Certes, depuis qu'il a été placé à la tête de la primature, par les ambassades étrangères, à Port-au-Prince alignées sur Washington, le neurochirurgien se bat bec et ongle pour perpétuer la mémoire de Jovenel Moïse et à donner satisfaction aux décisions prises à l'étranger. À cet égard, de retour de Chili, dimanche dernier, il a annoncé sa décision de former le Conseil électoral provisoire (CEP), en vue d'organiser des élections générales, cette année, tel que demandé, par l'Internationale, de manière récurrente, surtout par Washington. Autrement, le Premier ministre de facto s'applique à orchestrer, encore à l'encontre de la volonté populaire, la constitution référendaire que voulait réaliser Jovenel Moïse.

D'autre part, Ariel Henry ignore totalement ses obligations constitutionnelles et administratives, voulant faire à sa guise pour combler les vacances, à la Cour de cassation, tout en s'auto-octroyant le titre de président de la République, de son seul et unique gré.

C'est bien dommage pour Haïti que l'équipe de compatriotes formant le Secteur démocratique et populaire (l'avocat André Michel, l'ex-sénateur Nènèl Cassy, l'ancienne ministre de la Condition féminine, Marjorie Michel, ainsi qu'Ulrick Saint-Cyr) ait omis de soulever des objections concernant la présence de ses deux intrus dans le Cabinet ministériel. Faut-il croire que les intérêts politiques du SDP imposent le silence de ces militants, dans ce cas ? Ou bien ces derniers sont-ils liés à Ariel Henry par les accords que le Premier ministre de facto a conclus avec les frères Deeb relatifs aux avantages dont ces hommes d'affaires jouissent à la Douane, par le truchement de ces derniers, au détriment des intérêts de l'État?

Au bout du compte, qu'importe les motifs évoqués par le CORE Groupe des diplomates occidentaux à Port-au-Prince et le Département d'État pour continuer à supporter le neurochirurgien comme chef à la primature, le peuple haïtien a même trop de raisons de lui signifier sa révocation. Car il est impératif que Dr Ariel Henry retourne à son cabinet de médecin, s'il parvient à se débarrasser des accusations le liant à la conspiration d'assassinat de Jovenel Moïse. Et ceci, toutes affaires cessantes.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M3C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Vollon
13 K Avenue Fontenelle, 1er Et Apt. 11
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
48.00 $ US. pour six (6) mois
90.00 $ US. pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF. pour six (6) mois
1005.00 FF. pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US. pour six (6) mois
$160.00 US. pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS. pour six (6) mois
125 EUROS. pour un (1) an
Par chèques ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèques ou mandat français

Journal 16 - 23 mars 2022.qxp_HO 3/16/22 6:26 AM Page 11

EDITORIAL

It is an imperative that Ariel Henry be ejected from the Prime Minister post

Considering the way that State business is conducted in Haiti, one would say it's the world upside down! While in democratic countries, leaders are concerned with pleasing their constituents, in Haiti, those to whom is entrusted the management of the people's affairs treat the citizens as their vassals. That tendency gives birth to dictators. It was first manifested, in all its ugliness, with Michel Martelly, and has continued with much ardor by his successor. Now it's policy, especially in the unofficial hybrid context of foreign intervention in imposing Ariel Henry to replace the deceased de facto president. The neurosurgeon exhibits all the characteristics of a monarch. Receiving his orders from his tutors abroad, he ignores the legitimate claims of the citizens. Therefore, the Haitian people, who should be considered his real boss, must find a way to eject him from the Prime Minister post.

It's been more than three months since the reshuffling of the ministerial cabinet, with some individuals whose shady past can't be wiped out still hold top positions, their criminal record notwithstanding. Unbelievably, this government, some ministers of which hold criminal degrees, finds support from some sectors. Imagine that one top minister was in trouble with the law, even imprisoned for wrongdoing. Another has connection to gangs, not to say being an actual collaborator of those causing havoc in the country. Except from a handful of journalists working for online media outlets, who have made a big deal out of the matter, almost all mainstream media have been silent about a criminal in charge of what should be one of the most important ministries: Justice. One is baffled about the decision of de facto Prime Minister Ariel Henry, clearing Bertheau (or Bertho) Dorcé to be in charge of the Ministry of Justice! It's not as if the transgression he committed is a trifling offense by a regular Joe Blow citizen. Oh, no! At the time he was Justice of the Peace at the Miragoâne Court, which then included the municipality of Aquin. He was caught in an act of major of corruption, having received a substantial bribe to absolve some drug traffickers caught in the act. That scandal earned him a stay in jail and led to his decision to change the spelling of his first name (from Bertheau to Bertho). Just that name change, he believes would bury his criminal past. Apparently, Dorcé has succeeded with his strategy, insofar that Dr. Henry has allowed himself to be deceived. Is it really a matter of ignorance of the facts? Whatever one thinks, the Prime Minister has sinned either by negligence or dereliction of duty. How could he allow such an individual to assume such a high position without proper vetting? That's willful omission! Let's say that, when he appointed Bertho (Bertheau) Minister of Justice, Ariel Henry didn't know about his past. Now that the dossier is out, he should have dealt with the case differently, especially after the January 14 letter of Levelt Milord, Esq., to Mr. Dorcé, copy of which was sent to Dr. Henry. We present below a paragraph from that letter that, at the very least, requires an investigation: *"... that your fleeting career in the judicial system to obtain such high responsibility without proper vetting is willful omission! Consider that you were substitute justice of the peace of Miragoâne, followed by your arrest and imprisonment in 1997 for drug trafficking; then your illicit enrichment, eloquently and truthfully testify that Mr. Levelt MILORD and you are not really part of the same team; after all, one is among those who struggle and work assiduously to succeed professionally in all dignity. However, the other is one of those who believe that no bad habits should be avoided, as long as they lead to one's happiness."* This is also true for Listz Quittel, Minister of the Interior and Public Security, who has been denounced by various quarters for having participated in the kidnapping of Pastor Jean-Pierre Ferrer Michel, head of the "Jesus Center" church, along with two members of that institution: the businessman Norman Wiener and Isabelle Devendegis. While these two were released or ransom within a week, the amounts of which have never been disclosed, Pastor Michel was only freed after his family paid a large sum of money in several installments.That Minister Quittel's name surfaces as one linked to criminal activity does not seem to bother the de facto Prime Minister. When Quittel tried to defend himself in a radio broadcast in Port-au-Prince, he failed miserably. He didn't provide the slightest detail that could have exonerated him from the accusations against him. No problem though, the Minister of the Interior has just turned the page on the case and continues to go about his business at the department as if nothing ever happened. As for Ariel Henry, who is responsible for answering for the actions of the members of his administration and ensuring the good management of all the institutions, he's been mum on the matter. Professional and administrative integrity don't concern him. In any country where democracy is the rule, the head of government would be under obligation to take immediate remedial action. Publicly, he would apologize to the nation for his poor judgment of character and integrity, including a lack of objective and thorough evaluation of each candidate called to serve in the ministries. Then, he would proceed to a revamping of the cabinet, ejecting the rotten eggs. Undoubtedly, Ariel Henry is guilty for these abuses of character. Moreover, he's failed to live up to his promises, refusing to follow up on the demands of the Haitian people, as expressed by various political parties, religious organizations and civil society. Preferably, he dedicates himself to executing the programs of his boss from beyond the grave.Since he was placed as head of the Prime Minister's office by the foreign embassies in Port-au-Prince aligned with Washington, the neurosurgeon has fought tooth and nail to perpetuate the memory of Jovenel Moïse, while giving full satisfaction to the decision makers beyond Haiti's borders. In this regard, on his return last Sunday from Chile, he announced his decision to form the Provisional Electoral Council (CEP), so he can organize general elections this year, as requested by the international community, especially Washington. At the same time, going against the will of the large majority of the people, he's hell bent on organizing a constitutional referendum, just as Jovenel Moïse wanted. On the other hand, while totally ignoring his constitutional and administrative obligations, Ariel Henry wants to fill the vacancies at the Court of Cassation, Haiti's Supreme Court, as he pleases, even granting himself the title of President of the Republic. It's really too bad for Haiti that the team of compatriots of the Democratic and Popular Sector, or SDP, (Lawyer André Michel, former Senator Nènèl Cassy, former Minister of Women's Affairs, Marjorie Michel, and Ulrick Saint-Cyr) failed to raise objections to the presence of the two men mentioned earlier in the Ministerial Cabinet. Must we believe that the political interests of the SDP dictate the silence of these former activists in this case? Alternatively, are they linked to Ariel Henry by the agreements that the de facto Prime Minister has concocted with the Deeb brothers to make some donations to them in exchange for major benefits enjoyed by these businesspeople at Customs, at the expense of the State?In conclusion, no matter what reasons the CORE Group of foreign diplomats in Port-au-Prince and the State Department give for continuing to support the neurosurgeon as Haiti's Prime Minister, the Haitian people have ample reason to dismiss him. It's imperative that Dr. Ariel Henry return to his medical practice, granted he can rid himself of the accusations linking him to the conspiracy to assassinate Jovenel Moïse. There's urgency in the matter.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718)
812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Série étoile
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valleron
13 K Avenue Feldheims, Rt Rt Apt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
48.00 $ US. pour six (6) mois
90.00 $ US. pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF. pour six (6) mois
1005.00 FF. pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US. pour six (6) mois
$160.00 US. pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS. pour six (6) mois
125 EUROS. pour un (1) an
Par chèques ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèques ou mandat français

Journal 16 - 23 mars 2022.qxp_HO 3/16/22 6:26 AM Page 12

Suite de la page 16

en réalisés depuis plus de 15 ans ou nos équipes nationales voyageaient autour du

Monde en AMSUD, en Asie, en Europe, les ecoles de football en floraison et sollicitées partout dans le monde représentaient dignement la jeunesse haïtienne ; nos équipes nationales de jeunes volaient d'un continent à l'autre sans inconvénients de visa ou d'immigration parce que soutenues dans eurs de déplacement par une fédération intègre et meticuleuse dans sa gestion de ses équipes devant la représenter sur la scène internationale et inspirait confiance

Dilapidation donc du capital confiance/ crédibilité des instances des pays étrangers installées en Haïti dont la coopération est cruciale pour faciliter le déplacement des clubs et équipes a l'étranger ce qui explique malgré l'importance de la competition Dans laquelle il était engagé les visas pour entrer aux USA n'ont pas été octroyés aux mêmbres de la delegation leoganaise malgre toutes les démarches.

Ces refus sont manifestes du peu de niveau de totale décrédibilisation de la FHF , manifeste également du peu de confiânce dont jouit la présidente de facto de la FHF qui commit

L'indécence d'une grave situation de corruption en étant l'agente de voyage du Cavaly Cherchant à faire profits donc sur des fonds venant de la Concacaf donc du football

Ainsi donc alors que le football est mort au pays le CAVALY S.A. Avait avec foi entame cette croisade pour marcher sur les traces glorieuses du Racing Club haitien (RCH) champion Concacaf en 1963 avec Rene vertus comme Coach, Pierre Biamby comme President, surtout Gerard Raoul Rouzier, President de la FHF; également le Violette Athletic club, le Vieux Tigre, VAC, champion Concacaf 1984 avec Charles Vorbe et Ralph Kernizan aux commandes techniques , Bobby Duval, Bernard CRAAN, Herold Dolcé dans la gestion qui réédita l'exploit du RCH comptant sur l'encadrement expérimenté de leur fédération (André Josaphat Pdt, Yves Jean Bart et Raymond Jean louis au secrétariat).

C'est donc un environnement plus serein qui a manqué au Cavaly qui n'eut pas

Le support éclairé , compétent passionné de sa fédération comme ce fut le cas en 1963 (Gérard Raoul Rouzier, Roger Duroseau Pdt et SG fhf) ou en 1984 pour le VAC

Mais aussi de l'Etat haitien en dégraba sur la scène internationale

La sanction est lourde ? Mortelle et c'est au pays de la supporter :

Leogane est une ville qui a énormément apporté au pays de tout temps notamment ces quatre dernières décennies et le Cavaly a été un modèle d'institutions ayant travaillé au rayonnement et la fierté du pays ; il ne peut être seul dans ce combat, dans cette agression qui vise à l'assassiner alors qu'il s'investissait dans cette champions league pour la gloire
Du pays
Mais aïe voit on? Au lieu d'accompagner ce
Club

FHF A VOUS DE PRENDRE CHARGE

La fhf qui est responsable de ce désastre, de cette perte de crédit auprès des consulats étrangers en obligeant plus d'une centaine de jeunes champions à s'établir illégalement aux usa violant les lois Américaines sur l'immigration, révoquant et jetant au chômage presque tous ses cadres techniques les obligeant à s'établir aux USA FAVORISANT L' immigration clandestine du coup devenant une organisation mafieuse qui n'a aucun plus aucun crédit.

Outre la fhf qui devra autoriser la Concacaf à prélever l'amende sur les fonds a verser à Haïti iti pour l'Annee en cours quitte à verser par tranches
ETAT HAITIEN

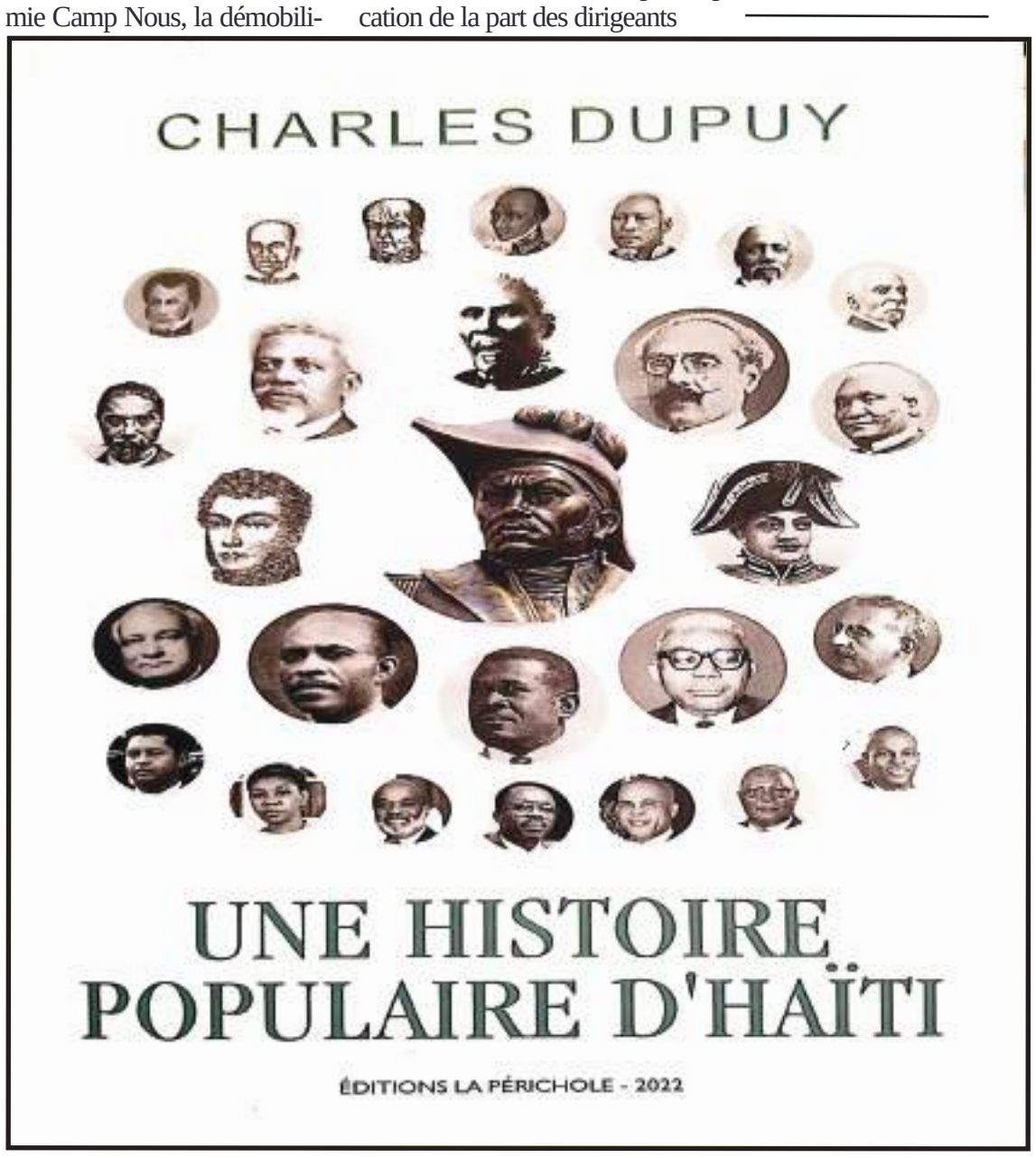
L'Etat Haitien résponsable de la degradation generale du pays ne peut se soustraire à ses responsabilités et se doit d'être solidaire d'un club qui depuis bientôt 50 ans fait la fierté du pays; l'Etat donc doit s'y engager
La situation

Suite de la page 16

et donne carte blanche aux néophytes.

L'absence de ces joueurs de la dernière liste de Jean Jacques-Pierre, qui ont pourtant valablement marqué la Sélection nationale, au cours de ces dernières années, participe de l'incapacité, ou, du moins, de l'absence de volonté du Comité de normalisation de pérenniser les efforts réalisés globalement dans le football haïtien. Il y a eu, en effet, depuis l'arrivée du Comité de normalisation, une rupture totale dans la dynamique de progrès du football haïtien, particulièrement de nos sélections nationales. Il y a eu, toute suite après la prise de fonction de ce comité, l'humiliation de Guadalajara avec la Sélection olympique, la débâcle dans les éliminatoires du Mondial 2022, le fiasco de la Gold Cup 2021, la démobilisation des équipes de jeunes de l'Académie Camp Nous et l'arrêt indéterminé des championnats nationaux. Aucune structure, malheureusement, n'est assez forte pour demander des comptes au Comité de normalisation sur les dégâts qu'il a provoqués dans le football haïtien, à travers les décisions antisportives qu'il a prises depuis quelque deux ans. Aucun secteur de la vie nationale ne s'intéresse aux jeunes filles et garçons qui constituaient nos sélections de jeunes, et qui sont éparpillés depuis deux ans. Ils sont dans la nature. Personne n'a osé lever le petit doigt pour prendre des nouvelles de nos joueurs de football, qui vivaient du sport roi. Que sont-ils devenus, ces footballeurs ? En définitive, le bordel s'installe convenablement dans notre sport roi, sans aucun espoir à l'horizon.

Comme d'habitude, on va relayer les prétextes de Jean Jacques-Pierre sur l'absence de ceux qu'ils considèrent logiquement comme ses ennemis, donc ses détracteurs. Haïti jouera son match amical, le 27 mars contre Guatemala, sans aucune clarification du Comité sur les non convoqués. Les U17 féminines, les U20 masculins, la sélection féminine senior, la masculine senior, toutes vont jouer ou continuer à jouer, comme si la santé du football était robuste. Sans aucune inquiétude, en toute quiétude, ils vont continuer à honorer les participations de nos sélections dans les compétitions internationales, les résultats importent peu, les bilans aussi catastrophiques qu'ils puissent être, ne seront pas examinés. En fin de compte, le football meurt à petit feu. Il viendra le moment — et c'est peut-être maintenant de crier sur tous les toits pour une prise de conscience des uns et des autres, afin de sortir le football du marasme dans lequel il se trouve. On ne doit pas laisser passer sous le silence, la fermeture de l'Académie Camp Nous, la démobilisation des équipes de jeunes, le renvoi des entraineurs et formateurs du ranch de la Croix des Bouquets. Nous ne pouvons pas non plus accepter que des joueurs cadres soient mis de côté sans aucune explication de la part des dirigeants de la FHF. Il faut un réveil de ceux qui dirigent les clubs et de toute la famille du football pour forcer les membres du Comité de normalisation à travailler avec tous les secteurs pour le bien-être du football.



Journal 16 - 23 mars 2022.qxp_HO 3/16/22 6:26 AM Page 13

Journal 16 - 23 mars 2022.qxp_HO 3/16/22 6:26 AM Page 14

HAPPENINGS!

Continued from page 7

's youngest president, Gabriel Boric, 36 years old.

According to the Prime Minister, he reached a consensus on the composition of the Council, after contacting major sectors, including the Haitian Diaspora. In the process the Executive has bowed out, in favor of the Diaspora, for the 9th member of the Council.

Gazette Haiti said the Prime Minister still holds unto the project of the late Jovenel Moïse to have his new constitution before the elections. Without a functioning Parliament to approve a new national charter, as constitutionally mandated, Dr. Henry must resort to a referendum to have the constitution he wants, though forbidden under Haiti's current constitution. Supposedly, he can fall back on the fact that Haiti is not subject currently to any constitution, that it been ruled dictatorially since Jovenel Moïse had systematically destroyed, or greatly impaired, most of the democratic institutions, while being applauded by the international community. He held no elections during his rule, not even for a dog catcher. And the slain president had ruled by decree since January 2020. Still with international blessing. And Dr. Henry, after all, is following in his mentor's footsteps.

***In the Omnibus-spending bill passed by the U.S. Senate, there are provisions for Haiti**

Last Thursday, March 10, the Senate passed the $1.5 trillion spending bill already approved by the Lower House. It includes provisions for Haiti, but under stringent conditions. While holding back on a fuller presentation until our next issue, we offer you the first paragraph of the section that concerns Haiti:

"Funds appropriated by this Act that are made available for assistance for Haiti may only be made available for the central Government of Haiti if the Secretary of State certifies and reports to the appropriate congressional committees that a new President and Parliament have taken office after free and fair elections, or the country is being led by a transitional governing authority that is broadly representative of Haitian society, and it is in the national interest of the United States to provide such assistance."

By the way, the vote on the bipartisan bill was 68 to 31. As things stand, Prime Minister Henry cannot benefit anything from the Omnibus bill. Not that he'll be hurting, what not with $1.5 million being deposited in his account monthly by the director general of Haiti's Customs, Romel Bell. But that's another story, a major financial scandal, on top of all the others, including the one at the Haitian Embassy in Washington, a situation that the "*Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif*" (CSC/CA), the official auditing unit of the State, says it will be auditing. Until next week.

RAJ
16 March 2022
raljo31@yahoo.com

LE COIN DE L'HISTOIRE

Louis Eugène Roy

Par Charles Dupuy

Élu président de la République le 21 avril 1930 par le Conseil d'État, afin d'organiser les élections législatives et présidentielles, Louis Eugène Roy était une figure connue et respectée, dans les milieux d'affaires, un homme au caractère discret, compatissant et doux. Le nouveau président faisait l'admiration de la bourgeoisie nationaliste des quartiers chics, mais aussi celle, assez inattendue, des classes populaires de la capitale. Le 15 mai 1930, Louis Eugène Roy prenait possession de sa charge. Massé devant la cathédrale, ivre de joie et de passion, le peuple de Port-au-Prince voulait fêter le nouvel élu, le nouveau président, le héros du jour. Âgé de 69 ans, Roy n'est pas un politicien, c'est plutôt un pharmacien, qui a fait ses études supérieures en France, à Montpellier, un homme d'affaires qui avait toujours gagné sa vie comme courtier et d'agent de change à la Bourse de Port-au-Prince.

C'est unR griffe aux traits fins, un beau monsieur, svelte, mince, à l'allure empreinte de dignité qui, avec son éternel nœud papillon et son complet blanc, affiche sa dignité de vie, sa modération, sa simplicité, sa bonhomie, son assurance naturelle et son austère raffinement. Porteur d'espoir et de paix à un moment difficile de l'histoire nationale, il est partout reconnu comme un honnête homme, un homme de rigueur, de bon sens et de parole.

Rarement un événement politique aura suscité un intérêt aussi puissant auprès du public que l'avènement de Louis Eugène Roy à la présidence. L'enthousiasme qu'il a créé autour de sa personne et de ses ministres, Rodolphe Barrau, Frédéric Bernardin, Ernest Douyon, Franck Roy et Damoclès Vieux, est, en grande partie, fondé sur le fait qu'il n'entend demeurer aux affaires que le temps d'organiser les élections législatives et présidentielles. Tout annonçait la fin de l'Occupation, mais Roy ne veut surtout pas, en ces temps si fertiles en calamités, précipiter le renversement des vieilles règles institutionnelles où brusquer leur effondrement. Notons que pendant que le nouveau président allait prendre ses bains de foule, dans les quartiers populaires, il ordonnait la réouverture du Cercle Bellevue, le club de la haute bourgeoisie de Port-au-Prince, fermé, *manu militari*, par les officiels du Traité, parce que les membres en avaient formellement refusé l'entrée aux officiers américains dans leurs salons. Cette décision allait réjouir l'opinion, qui la regardera comme un geste opportun et marquant de manière significative le retour de l'indépendance des autorités haïtiennes.

À la grande déception de l'opposition estomaquée, Roy ne révoque pas le Conseil d'État. On doit rappeler ici que le président est un modéré, un indépendant qui a pris le temps de la réflexion, afin de bien mesurer les enjeux. Nourri de sentiments nobles et généreux, très imbu des exigences de sa mission, Roy préfère demeurer dans le strict respect des procédures constitutionnelles et des principes établis. Il refusera ainsi de céder aux plus alléchantes propositions politiques des sirènes qui voulaient qu'il gardât le pouvoir, pour encore un an ou deux. La fragilité même des instruments démocratiques forçait cet intuitif à procéder à leur tranquille, sereine et paisible refonte.

En attendant, le président Roy expédie les affaires courantes. Le 15 septembre 1930, il procède à l'inauguration solennelle de l'École militaire. Il reçoit une commission américaine présidée par un éducateur noir, Robert R. Molton, venue enquêter sur la situation de l'instruction publique en Haïti. Il organise les secours destinés à la ville de Santo Domingo récemment dévastée par un cyclone et puis enfin réduit l'impôt sur l'alcool de deux tiers. En effet, c'est la Loi sur le tabac et l'alcool qui se révélait le plus brûlant des dossiers du moment, surtout après que le drame de Marchaterre eut mis en évidence l'importance des enjeux sociaux, trop souvent oubliés des campagnes haïtiennes. Mais Roy n'a qu'une seule grande priorité : la paisible transition de régime. Aussi fait-il voter la Loi électorale par le Conseil d'État et fixe les élections au 14 octobre 1930.

Selon cette loi, les membres des commissions électorales sont désignés par tirage au sort, parmi les représentants des candidats. Ces citoyens indépendants seront rétribués par l'État et n'auront aucun compte à rendre au gouvernement. Ces règles sont claires, honnêtes et satisfont les candidats et les partis. Les élections législatives de 1930 compteront ainsi parmi les plus libres et les plus démocratiques qui fussent jamais tenues en Haïti. Nul ne pouvait espérer remporter son siège avec le concours du pouvoir, la réussite aux urnes des compétiteurs dépendant de leur popularité personnelle et de l'efficacité de leur organisation politique (*). Portés par la vague nationaliste, ces élections législatives devaient faire entrer dans les Chambres, haute et basse, nombre de politiciens issus des ligues patriotiques. Ils s'appelaient : Descartes Albert, Jean Bélizaire, Jean-Baptiste Cinéas, Charles Fombrun, Dumarsais Estimé, Price Mars, Louis Saint-Surin Zéphirin, Etzer Vilaire, Horace Bellerive, Edgar Pierre-Louis (un neveu de Firmin), Edgar Néré Numa, Joseph Jolibois fils, etc. Ils allaient, pour la plupart, conduire une carrière parlementaire qui durera un peu plus de vingt ans.

Le jour même de l'élection de Vincent, sa mission accomplie, Louis Eugène Roy remettait sa démission, quittait le Palais national et, avec sa femme, Octavie Rigaud, alla s'installer, sans regrets, dans une tranquille retraite à Pétion-Ville. Au même moment, devant le Palais législatif, Sténio Vincent recevait les honneurs militaires et débutait sa présidence. Louis Eugène Roy est mort paisiblement, à Port-au-Prince, le 27 octobre 1939. Il eut droit à des funérailles nationales.

(*) Dans son ouvrage, *La gloire de mon grand-père*, Gisèle Lebon soutient, très exactement, le contraire. Elle cite en preuve le télégramme du ministère de l'Intérieur, que reçut le préfet du Cap de l'époque, Joseph Raphaël Noël, (le père de Fédé Noël) lui ordonnant de faire échouer Me Jérôme Adhémar Auguste au profit du Dr Price Mars. C.D. coindelhistoire@gmail.com

Depuis sa sortie, mon dernier livre, *Une histoire populaire d'Haïti*, (650 pages) connaît un succès tout à fait inattendu. Ceux de mes lecteurs qui veulent acheter leur exemplaire peuvent appeler au **(514) 862-7185**.

Journal 16 - 23 mars 2022.qxp_HO 3/16/22 6:26 AM Page 15

Ou gendwa elijib pou Tretman COVID-19

Moun ki te teste pozitif pou COVID-19 gendwa kapab resevwa tretman pasyan ekstèn pou ede ak sentòm yo ak evite entène lopital. Tretman an mache byen si ou kòmanse li bonè apre ou kòmanse santi sentòm yo, kidonk fè tès touswit.

Tretman antikò monoklonal se yon IV (intravenous) oswa enjeksyon pou ede konbat COVID-19 la pandan sistèm iminitè ou ap pwodwi pwòp antikò pa li.

Konprime antiviral nan bouch moun pran yo pandan senk jou epi yo ede frennen viris la ak anpeche li miltipliye, sa ki redwi kantite viris nan kò ou. Gen kounye a de (2) konprime yo otorize - paxlovid ak molnupiravir.

Ni tretman antikò monoklonal ak tretman antiviris nan bouch yo kapab redwi risk ou pou vini malad anba COVID-19 ak evite entène lopital.

Tretman COVID-19 yo pa yon ranplasan pou vaksinasyon. Vaksinasyon kont COVID-19 ak piki rapèl yo rete pi bon pwoteksyon pou moun pa vini malad grav akòz COVID-19.

Si ou gen sentòm COVID-19 yo, oswa si ou te teste pozitif, pale ak doktè ou, oswa rele 212 268-4319.

NYC VACCINE FOR ALL: SAFE, FREE, EASY

NYC Health

Journal 16 - 23 mars 2022.qxp_HO 3/16/22 6:26 AM Page 16

Sports

LE VEDICT DE LA FIFA : CONDAMNATION DU CALAVALY

Tous derrière et solidaires du Cavaly de Léogâne

Par Jacques Brave

La nouvelle est tombée comme une bombe sur le pays tout entier, à savoir la lourde sanction infligée au Cavaly de Léogâne, à savoir expulsion des compétitions internationales pour deux ans, amende de USD 30 000 $, remboursement, dont on peut imaginer qu'une bonne partie a été déjà dépensée, lors des formalités entreprises.

De lourdes sanctions donc, à l'occasion de son forfait obligé dans la double confrontation que le prestigieux club leogânais devait disputer en huitièmes de finale de la CONCACAF Champion's League, en février dernier;

Brillant champion de la Caraïbe, l'an dernier, après une prestation inoubliable de toute beauté, dans la Coupe des clubs champions de la Caraïbe, après un parcours triomphal, le club léogânais était donc qualifié pour entrer directement dans la phase à élimination directe pour accéder, en poule finale du Championnat des clubs champions. Les courageux et enthousiastes dirigeants du club n'ont pas ménagé leur peine et leurs sacrifices, ainsi que les investissements, malgré l'environnement désastreux du pays, sans activité de football, depuis deux ans, pour donner une solide préparation à leur équipe, n'hésitant pas à faire de lourdes sacrifices financiers pour faire traverser le NO MAN'S LAND périlleux de Martissant en vue de favoriser le voyage de leur équipe au seul tournoi disputé en Haïti depuis presque deux années afin de donner du rythme à leur équipe en vue des épreuves de la champion's League , tournoi " MILLENIUM que le cheval rouge remporta haut la main rêcemment

L'équipe U20 féminine d'Haïti, en 2020, et ses deux coaches vénézuéliens renvoyés et obligés de se réfugier en Rép. dominicaine.

Dommage la situation extrêmement grave du pays, l'état désastreux dans lequel la FIFA ne comprenant pas le niveau de corruption et d'indécence existant en Haïti, conséquence de l'appétit des politiciens et aussi des immoraux , des trafiquants de drogue en bref des tenants de l'argent sale qui convoitent depuis longtemps une main mise et la prise en charge du foofball comme moyen de blanchiment de l'argent sale amassé via la drogue et le pillage de l' Etat se servant de rapaces sans vergogne Monique André, Carlo Marcelin, Hycaine Lafleur, Roosvelt Ducasse, Premeus Jasmin, Antoine Doret Et de sbires dont nous citerons bientôt les noms la FIFA paniquée dès qu'on parle d'abus sexuels depuis ses erreurs dans le dossier d'-Aghanistan il y quatre ans est tombée dans le piège des comploteurs pour évincer sans scrupule l'équipe dirigeante composée de dirigeants blanchis sous le harnais (11 d'entre-eux étaient présidents de 11 des plus grands clubs du pays),pour les remplacer par des intriguants d'ailleurs membres de l'ancien comité mais qui n'ont jamais été une fois de leur vie dirigeants de clubs ; comme conséquence en un rien de temps le President provisoire Me LETANG a du VITE jeter l'EPONGE laissant la place à l'incompétence, la Malhonnêteté, l'esprit de méchanceté , surtout l'-ignorance ajoutées au pillage qui avaient été le mobile de leur complot ; vite en in éclair ils ont dilapidé le capital de progrès continu de progression de la dernière décennie , les acquis du football Haitien

Le Cavaly de Léogâne, la fierté du football haïtien.

Suite en page 12

SÉLECTION NATIONALE : SUR FOND DE CRISE PERMANENTE

Jean Jacques-Pierre dévoile sa liste : 20 joueurs pour affronter le Guatemala

Par Ricot Saintil

La Fédération haïtienne de football (FHF), n'a officiellement pas pris position dans le conflit ouvert opposant les joueurs cadres de la Sélection haïtienne de football et le sélectionneur national Jean Jacques-Pierre, ces derniers l'-ayant tenu pour responsable du fiasco des Grenadiers, dans les éliminatoires du Mondial Qatar 2022 et de la Gold Cup 2021. Sur les réseaux sociaux, plusieurs cadres s'en sont pris à l'ancien international haïtien, fustigeant son inexpérience comme entraîneur de haut niveau et son incapacité à gérer les joueurs. La situation s'est dégradée à la fin de l'année 2021, quand Duckens Nazon, Frantzy Pierrot, Kevin Lafrance et Johny Placide, ont publiquement remis en question sa capacité à diriger la Sélection haïtiennede.

Jean-Jacques, dans une interview accordée au magazine *Sofoot*, a répliqué en dénonçant certains cadres qui se montraient hostiles à l'intégration des jeunes dans l'équipe nationale. Pour lui, c'était un comportement inacceptable. Ses déclarations, dans les colonnes du journal français, a aggravé les relations déjà tendues au sein de la Sélection, une noble institution hiérarchisée, basée sur le respect, l'éthique et sur l'engagement citoyen. Ne s'étant jamais officiellement prononcée sur ce conflit, la Fédération haïtienne de football, implicitement, prend position en faveur de Jean Jacques-Pierre, avec la sortie officielle de la liste des joueurs convoqués pour le match entre Haïti et Guatemala, programmé pour le 27 mars, aux États-Unis, avec l'absence des joueurs cadres, qui ont dénoncé l'incompétence et l'inexpérience du natif de Léogâne, pour les répéter.

Les choses vont s'arranger d'elles-mêmes, se disent, à coup sûr, les membres du Comité de normalisation. À l'-image du pays, où les revendications populaires ne sont jamais abordées par les gouvernements, qui se sont succédé en Haïti, la FHF n'a pas jugé nécessaire de traiter les contradictions qui ont terni l'-image de la Sélection nationale, l'année dernière. La FHF a raté l'élan vers la Gold Cup 2021, lorsqu'entre Nazon et Carnejy, les nerfs étaient à fleur de peau, dans les vestiaires, à la mi-temps d'un match de la phase de groupe. Elle n'est jamais intervenue pour limiter les dégâts, recadrer les joueurs et faire respecter l'autorité du sélectionneur. Depuis lors, on assiste à la politique du « *laisser aller* » et du « *laisser-faire* », le « *laisser-grennen* » tout bonnement.

Pas une note, ni un communiqué pour faire le point sur les déroutes des Grenadiers, dans les compétitions auxquelles ils ont participé, en 2021. Aucune prise de position sur le comportement irrespectueux des joueurs cadres vis-à-vis du sélectionneur. Ainsi cette liste de vingt (20) joueurs convoqués par Jean Jacques-Pierre, officialisée par la FHF, est la preuve que le Comité est passé à autre chose. Jean Jacques-Pierre a donc remporté son bras de fer face aux joueurs cadres et

Suite en page 12